

LE RELÈVEMENT FINANCIER DE L'ITALIE

depuis l'Avènement du Fascisme

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 24 Novembre 1924, à 4 heures

PAR

RENÉ LAPORTE

Président : M. GERMAIN MARTIN

Suffragants : { MM. TRUCHY } Professeurs
JÈGE }

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & Cie

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1924

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

LE RELÈVEMENT FINANCIER DE L'ITALIE

depuis l'Avènement du Fascisme

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 24 Novembre 1924, à 4 heures

PAR

RENÉ LAPORTE

Président : M. GERMAIN MARTIN

Suffragants : { MM. TRUCHY } Professeurs
JÈGE

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & Cie

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1924



Le Relèvement financier de l'Italie depuis l'Avènement du Fascisme

INTRODUCTION

« Le fascisme, a dit Mussolini, est une grande mobilisation de forces matérielles et morales. »

Qu'est-ce qu'il se propose? Gouverner la Nation avec le programme nécessaire pour assurer la grandeur matérielle et morale du peuple italien.

« Il faut travailler, a-t-il ajouté, la restauration du pays est urgente. Le communisme est une prétention grotesque digne d'une tribu sauvage. Il est ridicule de vouloir partager ce qui n'existe pas, ridicule de vouloir socialiser la pauvreté et de parler de communisme dans un pays où les hommes sont délicatement, divinement personnels.

« Pour l'Italie, il n'est plus question d'entrer dans le socialisme, nous y sommes déjà. Il s'agit d'en sor-

tir. Il s'agit de retirer à l'Etat des attributions pour lesquelles il n'a pas de compétence et dont il s'acquitte mal. On ne reconstruira pas à moins. »

REORGANISATION FINANCIERE

Le Gouvernement fasciste a immédiatement mis à l'étude la solution de nombreux problèmes économiques et financiers qui paralysaient la vie de la nation; à cet effet il a envisagé des mesures de trois sortes différentes :

a) Restauration de l'organisation privée de la production, plus économique et plus rémunératrice que l'organisation de l'Etat;

b) Protection du capital privé, ce qui, d'une part, engage à économiser et, d'autre part, incite les épargnants à mettre en circulation leurs capitaux;

c) Reconnaissance de la nécessité du capital comme élément essentiel à la production étant donné que la propriété privée du capital est l'unique moyen qui permette d'obtenir la constitution et l'accroissement de la richesse.

Ce problème est celui qui prime tous les autres dans l'esprit du nouveau Gouvernement. Sous les

gouvernements précédents le capital était l'objet d'entraves sans nombre; tout au contraire le Gouvernement fasciste désire en favoriser, par tous les moyens possibles, l'accumulation.

En outre, le Gouvernement s'est préoccupé d'assurer au travail une protection équitable, le travail étant le second facteur de la production. Capital et travail sont donc les deux bases sur lesquelles repose tout l'édifice de réorganisation économique et financière de la nouvelle Italie.

LE PROBLEME FISCAL

Trop longtemps, en Italie, on a considéré le problème fiscal en le tenant éloigné de sa base naturelle qui est l'économie de la nation.

Le nouveau Gouvernement estime qu'il ne pourra réaliser des recettes abondantes qu'à la condition d'apporter dans la production, une telle aisance et un tel bien-être que les exigences fiscales soient considérées comme normales par les premiers intéressés.

L'œuvre financière tend avant tout à simplifier l'organisation fiscale qui, déjà confuse avant la guerre, a acquis depuis encore un surcroît de compli-

cations. Il s'agit également de supprimer quantité d'exemptions fiscales non justifiées et aussi de mettre un terme aux évasions fiscales.

Ce sont là les points principaux du programme arrêté par le Ministre des Finances, M. de Stéfani. L'état déplorable des finances réclamait un homme énergique qui dans son œuvre ardue devait être fermement soutenu par le Chef du Gouvernement. Le Ministre des Finances, à son arrivée au pouvoir, fit des propositions simples et concrètes. Il décida que l'on ne devait pas rendre plus forte la pression des impôts sur l'économie de la nation et qu'à l'augmentation des entrées devait correspondre une diminution des besoins du Trésor représentés par les impôts et les emprunts d'Etat.

Rétablir le respect des bases fondamentales des finances publiques et ne pas manœuvrer de manière à contrecarrer le rendement de l'économie privée, sont les principes qui ont inspiré l'action du Ministre des Finances.

Les Gouvernements antérieurs avaient détruit l'arbre pour avoir les fruits, l'actuelle politique financière tend à rendre l'arbre plus vigoureux pour en cueillir de meilleurs fruits. M. de Stéfani s'efforce de réaliser ces conditions de productivité et de bien-être, cette reprise des affaires qui sont en même temps la condition d'entrées abondantes. Pour

atteindre ce but il faut une politique qui libère de toute entrave les sources de la production et des échanges.

On ne peut procéder à une nouvelle augmentation d'impôts sur un organisme entravé dans son initiative et ses mouvements.

CHAPITRE PREMIER

Impôts directs.

PARAGRAPHE PREMIER

Taxation des revenus agraires.

En matière d'impôts directs, le principal travail a été l'exécution des mesures prises, travail difficile, surtout relativement à la taxation des revenus agraires.

Dans l'ensemble, du fait du mouvement d'intérêt, des discussions et des protestations soulevées par ces mesures, apparaît la conviction de leur opportunité en faveur de laquelle beaucoup de personnes compétentes se sont prononcées et contre laquelle est réapparue plus visiblement la mentalité antifiscale de la masse des contribuables.

L'impôt sur les revenus agraires a été organisé avec un esprit de circonspection et d'équité. Il mérite quelques explications spéciales afin de ne pas tomber dans des évaluations erronées et dans des appréciations contraires à la vérité. En matière de taxation du revenu réalisable des terrains il convient de distinguer le revenu domanial, concernant le propriétaire du fonds et le revenu industriel perçu par le cultivateur qui peut être soit le propriétaire lui-même, soit toute autre personne, vu que les facteurs de la production sont de trois sortes : terre, capital, travail, de même qu'il existe trois agents économiques : le propriétaire, le capitaliste et le travailleur. En pratique les deux premiers facteurs se pénètrent réciproquement et il est difficile d'établir entre eux une distinction nette parce que les bâtiments ruraux, les plantations et les gros travaux sont en somme parties intégrantes du sol, c'est pourquoi on doit les désigner dans l'ensemble en matière d'impôts sous le titre général de capital foncier appartenant au propriétaire, qui en retire un revenu domanial. Ce revenu dans la législation Italienne est l'objet d'une évaluation censitaire et soumis à l'impôt sur les terrains. Mais pour pouvoir retirer annuellement du sol les fruits qu'il peut donner d'autres capitaux sont encore nécessaires sous forme de semences, engrais, outils, machines, animaux, sans oublier le plus im-

portant c'est-à-dire le travail vigilant et continu du cultivateur.

Ce capital et ce travail peuvent être fournis soit par le propriétaire qui cultive ses biens, soit par toute autre personne qui peut être un fermier ou un métayer.

L'imperfection de la loi se manifeste précisément par le traitement différent appliqué aux deux cas ci-dessus exposés, parce que dans le deuxième cas, c'est-à-dire celui concernant une personne autre que le propriétaire, le revenu réalisé, fruit du capital et du travail, était seul soumis à l'impôt ordinaire sur la richesse mobilière.

L'opinion publique avait soulevé de nombreuses critiques contre une telle exemption parce qu'il n'y avait pas de raison que le propriétaire cultivant directement, ne fût soumis aux impôts d'une façon distincte sous ses deux aspects économiques : car étant d'une part, propriétaire soumis à l'impôt qui grève le sol et d'autre part fermier de ses propres terrains, il ne diffère en rien de la personne étrangère qui afferme les biens d'un propriétaire et qui est soumise à l'impôt sur la richesse mobilière. Ce privilège vient d'être désormais aboli vu le développement pris par l'agriculture dans beaucoup de régions, vu l'augmentation du prix des produits agricoles et surtout vu la nécessité de demander à chaque revenu sans exception, sa contribution aux charges de l'Etat, d'autant

plus que les exigences du trésor public sont urgentes.

Les revenus du propriétaire qui cultive lui-même ses terres et ceux du propriétaire qui pratique le système de la culture à part de fruits sont donc désormais assujettis à l'impôt sur la richesse mobilière.

Le taux de l'impôt a été fixé à 10 %, y compris les centimes additionnels, en ce qui concerne les mutilés; cette mesure a été prise soit pour éviter de rendre trop onéreuse cette première application de l'impôt, soit parce que le Gouvernement juge opportun de traiter moins durement le propriétaire cultivateur que celui qui afferme purement et simplement ses terres. Il est interdit aux organisations locales de surimposer d'autres centimes additionnels.

La taxation est basée sur la déclaration contrôlée par l'administration des finances, que les propriétaires cultivateurs devaient présenter avant le 31 mars 1923, en se fondant sur la moyenne du rendement obtenu durant les deux années agricoles 1920-21 et 1921-22.

Au cas de non déclaration ou de déclaration inexacte une pénalité assez modérée est prévue s'élevant au quart de l'impôt fraudé, cette pénalité ne peut toutefois être supprimée que par une loi.

Comme on le voit l'imposition a été établie comme si elle devait être appliquée seulement en 1923. Ceci démontre l'intention évidente du Gouvernement de se réserver pleine liberté d'action pour

fixer d'une manière définitive la taxation des divers revenus provenant de la culture de la terre en se basant sur l'expérience de cette première application du nouvel impôt.

Ce fut le meilleur expédient inventé pour obtenir avec le moins de difficulté et la plus grande rapidité, l'application d'un principe, qui tout en supprimant un grave défaut que présentait l'organisation fiscale, permet l'afflux de nombreuses recettes dans les caisses du Trésor.

PARAGRAPHE II

Revision des évaluations cadastrales.

Actuellement les discussions portent sur la revision des évaluations cadastrales.

A la date du 1^{er} juillet 1923 les tables du nouveau tarif d'évaluation des revenus des terres ont été distribuées.

Ainsi on égalise entre tous les citoyens les charges pesant sur la terre, tout en assurant un plus grand profit au fisc; on arrête en outre les prétentions des organisations locales.

Les évaluations ci-dessus représentent la part du revenu moyen ordinaire retiré par unité de su-

perficie par le propriétaire au 1^{er} janvier 1914, autrement dit, elles représentent la valeur locative des terres dans la période qui a immédiatement précédé la guerre, valeur locative virtuelle et non le loyer, parce que le fisc ne doit pas se préoccuper de la plus ou moins grande habileté du propriétaire dans la gestion de ses biens. Et naturellement les tarifs sont formulés en lires-or, parce qu'à cette époque la monnaie Italienne était presque au pair. Ensuite les tarifs or seront probablement changés en tarifs à base de lire-papier, suivant des règles qui sont encore à déterminer.

Enfin le revenu agraire (après abandon des tables actuelles qui ont un caractère transitoire) sera déterminé par confrontation avec la valeur locative. Pour chaque sorte de culture, on fixera combien il y aura de lires de revenu agraire pour cent lires de valeur locative.

Les réclamations portent non pas sur la méthode, mais sur les tarifs. Il existe de vieux et de nouveaux cadastres, pour lesquels il y a diverses difficultés de mise à jour.

Les intéressés ont l'impression que les tarifs sont injustement élevés.

En réalité, le désir et la tentative du Gouvernement actuel de proportionner les revenus soumis aux effets des trois impôts principaux (terres, immeubles et revenus mobiliers) aux conditions écono-

miques changées et à la dépréciation de la monnaie, apparaissent légitimes. On obtiendra ainsi des chiffres qui, en général, répondront à la capacité impossible de tous les citoyens.

Encore actuellement on a surtout pour les impôts immobiliers, des revenus d'avant-guerre, des revenus égalés à la valeur de la monnaie de cette époque, alors que la lire était au pair et qu'il n'y avait pas de différence sensible entre le revenu réel et celui imposable et où tout au moins il n'y avait pas un tel déséquilibre entre les deux chiffres.

A l'heure actuelle où il est indispensable de demander à chaque citoyen le maximum de son effort fiscal, l'intention du Gouvernement de procéder à une revision générale des évaluations et à une vérification plus égale et plus convenable des revenus des biens immobiliers, est pleinement justifiée.

Les défenseurs de la réduction de l'aliquote affirment que c'est seulement avec une telle mesure que l'on parviendra à une revision générale et fidèle, parce que avec le peu d'importance des impôts, on éliminera une des principales causes de résistance du contribuable et en même temps on atténuera beaucoup la tendance à la fraude fiscale.

En somme, ils laissent entrevoir que, avec la mise en vigueur d'une telle réduction, il sera possible de réclamer une masse de revenus telle, qu'elle compensera largement la diminution du revenu de

l'impôt causée par la réduction de l'aliquote et qu'elle apportera même à l'Etat des recettes supérieures.

Les partisans d'une deuxième thèse disent au contraire que dans les conditions actuelles du déficit il est absolument impossible de courir l'aléa d'une aventure financière et que l'on doit en cette matière opérer avec des certitudes absolues de telle façon qu'il soit toujours possible de prévoir le rendement de n'importe quelle mesure fiscale. Donc pour eux il serait d'abord nécessaire de procéder à la revision des revenus et seulement, par la suite, lorsque l'on connaîtra complètement et que l'on aura vérifié le nouvel ensemble imposable, il sera possible d'étudier l'opportunité d'une progressive réduction de l'aliquote.

Pour conclure, l'Administration fiscale a adopté la thèse qui tient compte des conditions du Trésor, et elle a ainsi rompu le cercle vicieux causé par cette question : doit-on réduire l'aliquote ou bien doit-on d'abord procéder à la revision de tous les revenus imposables ?

La revision des estimations cadastrales est une question de la plus haute importance et le Ministre des finances de Stéfani s'en est vivement préoccupé.

Il convient de remarquer que les intéressés ont toujours la possibilité de recourir aux Commissions

censitaires communales, lesquelles peuvent en référer aux Commissions censitaires centrales.

Les Ingénieurs du cadastre, les cercles techniques, les Commissions censitaires communales et centrales firent de nombreux calculs et rapprochements, travaillant avec beaucoup de soin. Les Commissions centrales pour beaucoup de provinces, envoyèrent sur les lieux des Sous-Commissions pour revoir tout le travail effectué. Le Ministre des finances a envoyé une circulaire appelant l'attention des Commissions sur le fait que, l'aliquote n'étant pas encore déterminée, la mesure exacte des évaluations a moins d'importance que leur évaluation relative, c'est-à-dire, leur péréquation. Et comme ce sera un des principaux buts de la Commission centrale de réaliser cette péréquation de province à province, l'œuvre des Commissions provinciales, doit surtout arriver (avec des enquêtes opportunes, des vérifications et des comparaisons) à présenter à la Commission centrale les remarques et les propositions qu'elles jugent les meilleures pour obtenir la proportionnalité et l'égalité des évaluations dans le rayon soit des communes, soit de la province en entier.

Ceci réclame évidemment de la part des Commissions provinciales un caractère technique qui leur est étranger et pour lequel elles pourront trou-

ver aide et collaboration auprès des services techniques de la province.

La revision préparée par le Décret royal du 7 janvier 1923 est de caractère durable, d'où la nécessité d'éliminer le plus possible les obstacles et les erreurs qui sont à la base du vieil impôt foncier.

Ainsi une des préoccupations principales des finances, l'assiette de l'impôt foncier, sera résolue et c'est le mérite du Ministre des finances actuel d'avoir commencé à agir, en entreprenant la réforme de deux côtés, par la taxation des revenus agraires et industriels (décret royal du 4 janvier 1923) et par la revision des revenus du propriétaire, base de l'impôt foncier.

PARAGRAPHE III

Impôt sur le patrimoine.

Relativement à l'impôt sur le patrimoine, le Ministre des finances avait émis l'opinion à son entrée en fonctions, que l'action des bureaux pour le règlement définitif de cet impôt s'accomplisse rapidement par le plus grand nombre de rachats possibles. il a en outre ordonné aux inspecteurs qui dirigent les vérifications, de procéder avec la plus grande justice dans l'évaluation du patrimoine, afin de rendre plus

rapide et plus facile l'évaluation de la base de l'impôt.

Dans le *Journal officiel* du 10 août 1923 a été publié le décret royal contenant les règles pour faciliter les arrangements et les rachats de l'impôt sur le patrimoine.

Ce décret est inspiré par les idées suivantes :

1° Faciliter la rapide évaluation des bases de l'impôt;

2° Favoriser les rachats;

3° Eliminer les inconvénients que l'impôt apporte au libre trafic des biens immobiliers.

Pour arriver à un plus rapide établissement des bases définitives de l'impôt, il est entendu que l'on favorisera les arrangements à l'amiable entre les finances et le contribuable.

Pour atteindre ce but, on a prorogé jusqu'au 30 juin 1924 la faculté de condamner les coupables pour une déclaration tardive, omise ou incomplète, en faveur des contribuables qui concluent des arrangements à l'amiable avec le fisc, avant que soit intervenue une décision des commissions gouvernementales.

Pour le second point, c'est-à-dire pour faciliter le rachat total ou partiel de l'impôt, il est nécessaire de rappeler que le décret royal du 5 février 1922, accordait aux contribuables qui procédaient au ra-

chat de l'impôt, les avantages suivants : escompte de 6 % compté sur les annuités anticipées, remboursement du 4 % des sommes déjà payées, possibilité pour le Ministre des Finances d'autoriser le versement à la Trésorerie en accordant au rachetant l'exonération du paiement des frais de recouvrement, possibilité pour l'Administration de répartir le paiement de la somme due pour le rachat de l'impôt, en douze versements trimestriels.

Suivant les dispositions contenues dans le décret du 10 août 1923, la possibilité du versement en douze échéances est généralisée, mais pour ceux qui effectuent le versement en une seule fois, il est fait une déduction de 4 % en plus de la suppression des frais de recouvrement. De plus et toujours pour faciliter les rachats, l'article 7 du décret accorde l'exemption d'impôts sur la richesse mobilière et le paiement de la taxe d'enregistrement au prix unique de 4 liras pour tous les emprunts qui sont contractés dans le but de se procurer les moyens de verser au Trésor l'impôt patrimonial racheté.

Pour le troisième point, celui qui concerne le trafic des biens immobiliers, il est nécessaire de rappeler que sur les biens immobiliers possédés par le contribuable au 1^{er} janvier 1920, pesait le privilège spécial de l'Etat en garantie du montant total de l'impôt sur le patrimoine.

Pour éliminer ou au moins réduire cet inconvé-

nient, il est prévu avant tout que le contribuable peut effectuer le rachat partiel de l'impôt pour la part concernant l'ensemble des biens mobiliers faisant partie du patrimoine imposable. Quand ce rachat aura été effectué, il sera permis de vendre les biens immobiliers au tiers acquéreur qui consent, moyennant une clause explicite contenue dans le contrat, le paiement de la part de l'impôt patrimonial établie proportionnellement à la valeur de l'immeuble cédé.

Un autre obstacle à la libre disposition des biens est supprimé grâce à l'article 4 du même décret. Jusqu'à maintenant, les héritiers du débiteur de l'impôt sur le patrimoine étaient tenus au paiement de l'impôt, solidairement et individuellement et aucun d'eux ne pouvait se libérer du lien commun, même en payant sa propre part.

Le nouveau décret autorise le Ministre des Finances, toutes les fois que cela ne constitue pas pour lui une trop grande diminution de garanties, à procéder au rachat de l'impôt sur le patrimoine par le paiement séparé de chaque part héréditaire. Le paiement ainsi effectué libère le payeur du lien de solidarité entre co-héritiers et les immeubles qui font partie de cette part, sont libérés du privilège spécial, qui autrement pèserait sur eux définitivement pour le paiement des impôts dus par le « de cujus »; puis ayant établi une règle proportionnée aux effets de la taxe de succession, là où celle-ci subsiste encore, il

place sur la même ligne les patrimoines pour lesquels l'impôt a été racheté et ceux pour lesquels le rachat n'a pas encore été effectué.

Telles sont les mesures les plus importantes du décret, mesures tendant à rendre moins onéreux, sous de nombreux aspects, le fonctionnement de cet impôt destiné à disparaître du cadre fiscal, avec sa liquidation finale que le Gouvernement actuel cherche à rendre toujours plus rapide.

Pour comprendre le décret actuel, il convient de rappeler les précédents : selon l'article 46, paragraphe 1^{er} du décret royal du 3 février 1922, reproduisant l'article 46, dernier paragraphe du décret royal du 22 avril 1920, le rachat de l'impôt patrimonial (payable d'après la loi en 20 ou 10 annualités selon la prédominance des éléments immobiliers ou mobiliers dans la composition du patrimoine), est autorisé au moyen d'une bonification de l'intérêt composé à 6 % compté en raison de l'année et du nombre des annualités dont le paiement, par l'effet du rachat, est anticipé.

Le décret du 22 avril 1920 n° 494, mettant l'impôt en vigueur, se bornait, dans le dernier paragraphe de l'article 46, à énumérer la formule citée ci-dessus; il ne prévoyait aucune mesure relativement aux différents cas et imprévus auxquels le rachat de l'impôt peut donner lieu, lacune qui fut tout de suite relevée et critiquée par les personnes compétentes.

Dans le décret royal du 3 février 1922 furent introduits 4 nouveaux articles de 47 à 50); ce décret modifia en outre complètement l'article 46 pour mettre au point les cas et les imprévus constitués durant presque deux années d'expérience de l'impôt, pour régulariser surtout les transferts de propriété immobilière frappée par l'impôt, en vue soit de la garantie de l'Etat, soit de la conversion des biens.

Ainsi, après avoir, avec l'article 46, fourni un encouragement au rachat volontaire de l'impôt, on concédait à ceux qui rachetaient l'impôt avant le 31 décembre 1923, outre une bonification de 6 % comptée sur les annualités à venir, une autre de 4 % sur l'ensemble de celles échues et sur le montant de celles qui ont déjà été payées avant le 30 juin 1922; on consentait en outre le paiement du rachat en 12 versements effectués tous les deux mois, c'est-à-dire en deux ans, sans compter les intérêts.

Le législateur dans l'article 47 prévoyait le rachat d'office dans les cas suivants :

1° Quand l'impôt porte sur les biens des ex-enemis et en général sur les biens possédés par les étrangers dans le royaume, quand il y a des motifs suffisants pour que la garantie de l'Etat puisse devenir moindre;

2° Quand les biens sujets à l'impôt tombent en

succession ou sont transférés par actes entre vifs ou donation gratuite;

3° Quand pour n'importe quel motif on peut craindre la perte de l'impôt.

L'article 48 cherchait à supprimer le grave obstacle à la commerciabilité des immeubles constitué par le privilège du Trésor, portant, d'après l'article 56 du décret, sur tout le patrimoine immobilier du contribuable.

Le législateur cherche à éliminer un tel empêchement en consentant le rachat partiel de l'impôt, c'est-à-dire que du patrimoine soient retirés les biens meubles destinés à la vente et que soit déterminée séparément la valeur, au chiffre de laquelle on appliquera l'aliquote correspondant à la valeur du patrimoine entier, ayant ainsi l'annualité de l'impôt pesant sur le bien total et ensuite l'ensemble du rachat de l'impôt lui-même.

Le rachat payé, le patrimoine était libéré du privilège et pouvait ainsi être négocié. Dans le cas où l'élément mobilier tout seul ou le patrimoine tout entier n'aurait pas été définitivement évalué, l'évaluation de la partie ou du tout serait faite d'office et provisoirement, sous réserve de rectifications éventuelles pour obtenir l'évaluation définitive.

L'article 49 accordait au rachetant l'exonération

du paiement des frais de recouvrement, quand le versement était fait à la Trésorerie ainsi qu'à la perception et l'article 50 consentait un bénéfice ultérieur au rachat, en déduisant le montant des annualités d'impôt racheté du revenu soumis à l'impôt complémentaire, jusqu'au moment où le paiement de l'indemnité serait mis à jour.

Le décret a été accueilli favorablement.

Le décret est un pas en avant pour favoriser les rachats. Ce sont les gens honnêtes qui ont fait la déclaration et qui ont payé. Agir différemment envers ceux qui ont volé le fisc aurait été une injustice.

L'impôt extraordinaire est toléré mais il doit être rapidement et définitivement liquidé; il ne doit pas aller jusqu'à la confiscation et jusqu'à influencer la production du revenu en engendrant ainsi de multiples inconvénients et injustices.

Selon une déclaration du Ministre des Finances au Sénat, il y eut jusqu'en juin 1923 48.204 vérifications sur lesquelles 30.665 donnèrent lieu à des accords avec le fisc pour un patrimoine de 2 milliards 594 millions. Il y eut aussi jusqu'au 31 mars 1923 28.299 rectifications, avec une augmentation totale de 2 milliards 500 millions sur les chiffres déclarés.

On a ainsi soumis à l'impôt 5 milliards de richesses imposables, et ceci en majeure partie entre le mois de janvier et le mois de mars 1923, en excluant

dans cette période 4.000 rachats sur 9.079 accomplis depuis la mise en vigueur de l'impôt jusqu'au 31 mars 1923.

PARAGRAPHE IV

Impôt sur les Immeubles.

Toujours dans le rayon des impôts directs, le Ministre des Finances a communiqué dans son discours de Milan du 13 mai 1923 qu'il avait commencé une nouvelle évaluation des revenus de l'impôt sur les immeubles.

Théoriquement l'impôt sur les immeubles devrait absorber une fraction du revenu net du propriétaire, comme l'impôt foncier absorbe une portion du revenu net du propriétaire terrien.

Le revenu de l'impôt sur les immeubles durant la première année de la guerre fut de 112 millions 833.000 liras pour la part revenant au Trésor et de 161 millions 040.614 pour les surtaxes communales et provinciales. Le total étant de 273.873.614 liras, pendant que, en 1921, il y eut un revenu total de 585 millions 032.523 liras donnant 198.026.836 liras pour le

Trésor et 387.005.523 pour les surtaxes communales et provinciales. En 1922 un total de 649.341.843 liras, donnant 205.200.000 liras pour le Trésor et 441 millions 141.843 liras pour les surtaxes communales et provinciales.

On peut en déduire que la charge qui pèse sur les contribuables n'est pas en rapport avec la dépréciation de la monnaie.

PARAGRAPHE V

Réforme du règlement sur le recouvrement des impôts directs.

Une autre mesure de grande importance est celle qui concerne la réforme du règlement sur le recouvrement des impôts directs, encore réglé par des dispositions qui remontent à 1902 et auxquelles on n'a pas touché depuis vingt ans.

Le nouveau règlement met le service de recouvrement des impôts en harmonie avec la récente loi du 12 août 1922, dans le but de perfectionner de plus

en plus le recouvrement lui-même et d'obtenir une meilleure protection des intérêts du contribuable; on a tenu compte à ce sujet d'une série de propositions émanant du Conseil d'Etat dont on a demandé l'avis.

CHAPITRE II

Organisations locales.

Deux mesures importantes concernent les organisations locales.

Les délibérations du Conseil des Ministres du 5 septembre 1923 ont porté d'une part sur l'assiette des taxes intérieures de consommation et d'autre part sur les emprunts contractés par les communes à l'étranger.

PARAGRAPHE PREMIER

Taxes de consommation.

Désirant commencer la réforme des finances locales, le Gouvernement a cru devoir donner une assiette stable aux taxes de consommation qui constituent une des plus importantes ressources des budgets communaux.

Le projet approuvé par le Conseil des Ministres laisse définitivement aux communes le revenu entier de l'impôt et celles-ci devront le percevoir conformément aux méthodes actuellement en vigueur, dûment revues et corrigées ou selon un tarif nouveau contenant l'énumération des espèces imposables, dans lequel les taux sur les catégories de large consommation sont modérés, en même temps que sont déclarées exemptes de l'impôt quelques catégories de première nécessité (farineux et riz) et d'autres qui sont indispensables à l'industrie (combustibles, minerais).

La réforme est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1924, les communes ayant l'entier revenu des taxes

ne toucheront plus les subventions et les secours qui grevaient précédemment le budget de l'Etat.

A partir de la date citée plus haut, les gestions par le Gouvernement des communes de Rome, Naples, Palerme et Venise devaient cesser, cependant, il pouvait être consenti pour des raisons spéciales, une brève prorogation de ces gestions, lesquelles dans ce cas seraient tenues pour le compte et dans l'intérêt des communes précitées.

En prenant cette décision le Gouvernement commence la systématisation du grave problème financier local, systématisation qui tend à une réforme organique de tout le système des impôts locaux, coordonnée à la réforme en plein cours de développement du système fiscal de l'Etat.

Les charges et les dépenses des communes avaient augmenté avec la guerre; depuis la guerre elles n'avaient pas réussi à obtenir une augmentation de recettes suffisante pour couvrir les dépenses totales.

Les organisations locales avaient augmenté inégalement les impôts communaux et provinciaux, augmentation insuffisante pour couvrir le déficit croissant.

Ainsi apparaissait le manque de solidité du système, le manque d'élasticité de certains impôts et la grande élasticité de quelques autres qui permettaient

toutes sortes d'arbitraires dans la perception des surtaxes.

Un autre sérieux inconvénient dérivait des changements de régime de certains impôts et des complications de certains autres.

Les octrois municipaux représentent, sans aucun doute, la partie la plus importante des finances communales ainsi que cela résulte du tableau suivant :

Voici le revenu brut des octrois, comparé avec celui des surtaxes communales sur les terres et les immeubles :

	RAPPORT BRUT DES OCTROIS AUX COMMUNES	RAPPORT BRUT DES SURTAXES COMMUNALES TERRAINS ET IMMEUBLES
	MILLIONS	
1883	140.9	118.9
1889	158.7	134.0
1914	273.5	227.6
1921	772.3	699.0
1922	1000.0	837.1

D'après ces chiffres on voit que le revenu des octrois est inférieur à la dépréciation de la monnaie.

Les chiffres ci-après montrent l'importance relative des octrois dans le système actuel des finances communales durant les années 1921 et 1922 :

	1921	1922
	—	—
	MILLIONS	
Octrois	772.3	1000.0
Surtaxe sur les terrains	452.6	563.6
— sur les immeubles.....	247.9	273.5
— sur les revenus mobil..	45.05	79.2
Impôt familial	140.7	164.7
— armée	99.4	110.3
— bestiaux	106.3	107.2
— valeurs locatives	15.7	17.5
— divers	67.7	58.5

Les octrois représentent les 40 % du total des surtaxes pendant que les surtaxes immobilières, importantes elles aussi, ne représentent que les 38 %.

Ceci montre l'importance des taxes de consommation.

Les mesures proposées par le Ministre des Finances tendent à donner l'exclusivité des taxes intérieures aux communes.

Mais en même temps on prend des mesures pour réorganiser les listes et pour limiter les matières taxables.

M. Borgatta appelle l'attention du législateur sur le système de perception : le système des abonnements « à forfait » diminue le coût de la perception

qui en 1917 a atteint 30 % dans les communes fermées et 21 % dans les communes ouvertes.

La réforme mise en vigueur par le Ministre de Stéfani réduit le champ d'action du très préjudiciable protectionnisme municipal créé en faveur des industries dans les communes fermées, protectionnisme dont les consommateurs supportaient les conséquences. Ainsi la tendance au libre échangeisme s'est affirmée dans le rayon des taxes intérieures et a ainsi indirectement touché au problème de la vie chère.

PARAGRAPHE II

Les organisations locales et les emprunts à l'étranger.

Le *Journal officiel* du 28 août 1923 a publié un décret royal par lequel les provinces et les communes sont autorisées à contracter à l'étranger des emprunts ou à émettre des obligations à placer à l'étranger.

D'après cette décision, dont l'initiative appartient à l'Administration de l'Intérieur, les organisations locales peuvent faire des opérations d'emprunt à l'étranger sans l'autorisation préalable du Ministre des Finances. Mais le décret ci-dessus doit être rassemblé avec un autre du 16 décembre 1922 et avec le

décret ministériel du 16 février 1923. Le Ministre des Finances, y est-il dit, peut accorder « aux communes, aux provinces et aux autres organismes légalement constitués, aux sociétés italiennes de n'importe quelle forme et à celles constituées à l'étranger qui ont dans le royaume leur siège et l'objet principal de leur entreprise » l'exemption de l'impôt sur la richesse mobilière pour les intérêts des emprunts contractés et des obligations placées à l'étranger.

Les conditions essentielles pour les exemptions sont :

1° Que les emprunts n'aient aucune relation avec les dettes contractées précédemment;

2° Que les obligations réellement placées à l'extérieur ne circulent pas dans le royaume.

Puisqu'il est vrai que sans exemption fiscale il est impossible ou pour le moins assez difficile de faire des emprunts et de placer des obligations à l'extérieur, c'est toujours le Ministre des Finances qui en substance autorise l'opération.

Même en ne croyant pas à la possibilité de larges emprunts à l'étranger, étant donné le prix élevé de l'argent sur le marché mondial, on ne peut contester que quelques communes puissent contracter des emprunts avec de sérieuses garanties.

Le Ministre des Finances qui autorise l'opération doit juger du sérieux de la demande d'autorisation,

en tenant compte de l'usage que l'organisme voudra en faire et en jugeant avec sévérité pour peu que des directives politiques inspirent l'action des administrateurs des organismes locaux.

Il faut, entre autres conditions, que l'organisme qui demande l'emprunt ait un budget équilibré, qu'il soit en mesure par ses recettes de faire face à la charge des intérêts et de l'amortissement et que l'emprunt soit destiné à des travaux publics utiles et urgents.

CHAPITRE III

Abolition de l'impôt sur les successions dans le groupe familial.

PARAGRAPHE PREMIER

Raisons qui ont motivé cette abolition.

Le Conseil des Ministres du 9 juillet 1923, après un rapport documenté du Ministre des Finances de Stéfani, a affronté la question de l'abolition de l'impôt sur les successions.

Cette question importante a été amplement discutée et tous les Ministres ont participé à la discussion. Le Président du Conseil a donné son adhésion complète à cette courageuse proposition qui rentre parfaitement dans les lignes du programme de poli-

tique sociale du Gouvernement fasciste. Et ainsi fut adoptée à l'unanimité l'abolition totale de la taxe sur les successions et les donations dans le groupe familial. Pour les autres cas, on a proposé des mesures diminuant la taxe.

Voici, en résumé, les motifs de la mesure :

Motifs d'ordre juridique, puisque la mesure favorise de plus en plus le développement de la famille, au sort de laquelle est indissolublement liée l'unité morale de la nation.

Motifs d'ordre social :

a) Parce que l'impôt en vigueur ne pouvait toucher qu'une partie de la propriété, celle qui est immobilière, la seule rapidement vérifiable, la mobilière étant presque complètement laissée intacte, aboutissait à une inégalité fiscale;

b) Parce que la mesure aura sûrement de grandes répercussions directes et indirectes sur l'économie publique et sur le mouvement et l'accumulation de l'épargne, en contribuant particulièrement à l'accroissement de la formation et de la stabilisation de la petite propriété.

Motifs de Justice nationale envers les provinces du Midi dans la mesure où le sort de celles-ci dépend principalement du problème fiscal que la mesure actuelle contribuera à résoudre.

Tels sont, en résumé, les trois motifs de cette mesure.

Comme il a été dit plus haut, cet impôt pesait presque exclusivement sur la propriété immobilière alors que la majeure partie de la richesse mobilière se dérobaît à cet impôt (des statistiques parlent de 75 % d'évasions). Il avait donné naissance à une multitude de fraudes et de subterfuges fiscaux, de telle sorte qu'il était devenu un des plus mauvais et un des plus grands moyens d'inégalité de la fortune et des charges fiscales, contrairement aux fins pour lesquelles on déclarait sa mise en vigueur nécessaire.

Il était enfin notoire que le taux élevé de la perception de l'impôt avait causé la fuite de capitaux à l'étranger et entravé cette tendance à l'épargne qui doit être un des plus puissants ressorts pour le progrès et la prospérité de la famille.

En face de cet angoissant dilemme, ou inventer de nouvelles formes de vexations et d'enquêtes pour éviter les évasions, ou abolir l'impôt au moins dans la famille, le Ministre de Stéfani s'est décidé pour cette dernière solution; le Conseil des Ministres, dans la séance du 9 juillet 1923, a approuvé à l'unanimité sa proposition, abolissant totalement la taxe dans la famille et réduisant le taux pour les autres catégories d'héritiers.

Nous avons vu ci-dessus que les motifs qui justi-

fient une telle mesure sont de trois sortes : motifs d'ordre juridique, d'ordre social et de justice nationale; tous ont exercé une influence importante sur la décision adoptée.

Les premiers motifs se résument tous dans le renforcement de la famille qu'aucun Gouvernement ne peut méconnaître. De plus, il doit s'en occuper avec le maximum de soins, car c'est d'elle que dépend l'unité morale de la nation.

Tout affaiblissement de la famille modifie la raison historique du patrimoine, la propriété individuelle perd sa justification comme entité patrimoniale.

Diverses considérations justifient les motifs d'ordre social.

La première est précisément l'inégalité constatée et déplorée de l'impôt entre les diverses sortes de richesses, parce que le poids était presque uniquement supporté par la propriété et les valeurs nominatives. Les titres au porteur ne paraissaient jamais dans les déclarations sauf s'il était question de litiges de personnes morales ou de pupilles envers lesquels les tuteurs ne se sentaient pas le courage de prendre des responsabilités.

On en arrivait au point que l'impôt représentait une ironie du principe de la progression et au lieu de faire payer beaucoup aux riches et peu aux pauvres, il faisait payer beaucoup à celui qui avait des biens

visibles et peu à celui qui avait des richesses investies dans des placements invisibles.

Cela ne pouvait subsister surtout depuis les dernières mesures de l'extension de l'impôt sur la richesse mobilière, aux revenus agraires et en vue de la prochaine revision des immeubles.

La seconde considération, au contraire, dépend de l'économie publique et privée, dans la mesure où toute amélioration des charges qui pèsent sur chaque individu détermine une plus grande tendance à l'épargne et à l'accumulation de la richesse. Ceci est un fait que l'on ne doit pas négliger, surtout actuellement où l'on cherche de toutes les façons à stabiliser la petite propriété.

Le dernier ordre de raisons, celles de justice nationale, sont plus que les autres la résultante des conditions spéciales de la distribution de la richesse dans les différentes régions de l'Italie et d'un état de fait qui se vérifie dans le Sud, où il n'y a exclusivement que de la richesse investie en terres ou en immeubles, que l'on ne peut cacher ou dissimuler en cas de transmission « *mortis causa* ».

C'était une inégalité d'impôts avec le Nord, où la richesse mobilière est assez répandue et par conséquent non vérifiable. La mesure radicale qui a été adoptée tend spécialement à éliminer un tel déséquilibre et à supprimer toutes raisons de froissement entre les diverses provinces italiennes.

De strictes raisons de justice empêchent l'extension de la mesure à d'autres catégories parce que, pour elles, la succession n'est plus un accroissement de la richesse de ceux qui, dans une certaine mesure, en avaient la jouissance, mais d'une vraie et inespérée aubaine de fortune à la formation de laquelle la plupart du temps ils n'ont concouru en aucune façon. Il y aura une diminution de 74 à 84 % du rapport des successions et si, comme aujourd'hui l'impôt porte sur 280 millions, on peut affirmer que la perte pour l'Etat sera d'environ 200 millions.

PARAGRAPHE II

Caractère démagogique des anciennes dispositions fiscales sur les successions.

Les dispositions fiscales sur les successions contenues dans la loi Giolitti-Facta-Meda du 24 septembre 1920 ont été qualifiées par Einaudi de « férocité fiscale improductive ». D'après ces dispositions, l'impôt sur les successions pouvait atteindre 105 % du capital hérité. Les pénalités que tout le monde pouvait encourir étant donné l'inextricable fouillis des nombreuses dispositions législatives et des centaines

de circulaires ministérielles ignorées du public, étant donné les sentences contradictoires de région à région, de cas à cas, qui ont rendu encore plus difficile cet état de choses, pouvaient dépasser du double la valeur de l'héritage. Les effets de l'impôt sur les successions, de l'impôt complémentaire, de l'impôt sur le patrimoine arrivaient souvent à se superposer, de telle sorte que dans beaucoup de cas il était préférable de renoncer à l'héritage, à condition que cette renonciation fut possible à travers les obstacles qu'y mettait le fisc.

L'institution des donations et le droit d'aliénation des biens propres ont été entourés de chaînes qui ont été rarement supprimées.

Le docteur Guasti cite l'exemple d'une veuve d'un militaire mort à la guerre qui, ayant hérité d'un million de liras, a été obligée de payer 850.000 liras, outre le rachat de l'impôt sur le patrimoine, de sorte qu'il valait mieux renoncer à l'héritage.

De pareilles lois ne peuvent qu'aboutir à la dissolution et à la désorganisation des familles.

Et au delà des raisons morales, il y avait encore au point de vue économique, parmi les énormités de ce régime fiscal, un grave péril : c'était la situation dans laquelle se trouvaient les associations commerciales et industrielles à la mort de l'un de leurs administrés ou associés relativement à l'évaluation de la valeur de l'affaire et ensuite de la valeur de la part

du défunt. Cette évaluation donnait lieu aux plus incroyables complications à cause du rapport que l'on avait voulu établir entre le patrimoine de l'affaire et celui de l'héritier. Les taxes de succession et toutes les autres s'y appliquaient et la multitude des recherches et des expertises arrêtaient la vie de l'affaire. Et tout cela avait été approuvé par une Chambre, celle de Nitti, avec seulement 24 voix contre.

M. Matteoti demandait que toutes les successions dépassant 100.000 liras reviennent à la collectivité et que de même fussent rendues à la collectivité les successions inférieures à cette limite si l'héritier avait un revenu de 6.000 liras. Il demandait en outre que, au delà du quatrième degré, le droit de succession soit supprimé, que tous les biens qui étaient parvenus au défunt par hérédité, donation ou dot depuis vingt ans fussent exclus de la succession. C'était le passage automatique à l'Etat de la propriété de tous les citoyens.

Les impôts sur les successions étaient de plus en plus payés par les petits et les moyens propriétaires qui forment la plus grande partie de la population italienne pour qui la réforme s'est montrée vraiment démocratique.

Bianchini estime qu'il y a eu une fraude d'un demi-milliard, fraude qui provenait presque totalement des valeurs immobilières.

PARAGRAPHE III

Les doctrines modernes et l'impôt sur les successions.

Les doctrines modernes, sur les raisons sociales de l'impôt sur les successions, trouvent leur affirmation dans Bentham, juriste de la Révolution française et du radicalisme démocratique.

Il est intéressant de rappeler que Bentham, tout en soutenant la confiscation à l'avantage de l'Etat, et à titre de droit éminent de toute succession *ab intestat*, faisait aussi exception pour les descendants directs. L'Etat serait héritier s'il n'y avait pas de testament, excepté le droit des enfants; s'il y avait testament, l'Etat, excepté toujours le droit des enfants, participerait à la succession avec les collatéraux, les grands parents et les oncles.

Stuart Mill allait plus loin que Bentham. Il soutenait que les successions *intestat* devaient toutes aller entièrement à l'Etat, sous réserve de l'obligation de pourvoir convenablement à l'entretien des descendants du défunt; en outre, personne ne pouvait acquérir, même par testament, plus que ce qui était nécessaire pour assurer une modeste indépendance.

L'opposition de Stuart Mill était aussi vive vis-

à-vis du système successoral anglais qui permet au testateur de rassembler toute sa fortune dans les mains d'une seule personne, qu'à l'égard du système héréditaire français qui limite la liberté de tester avec les quote-parts de réserve. Il voulait que chacun jouisse de la plus grande liberté dans la disposition de ses biens par testament mais il n'admettait pas que quelqu'un puisse recevoir par héritage au delà d'une quote-part de richesse assez modérée.

L'économiste Wrabas était partisan du rachat de toutes les terres de la part de l'Etat, afin que retirant ses moyens d'existence d'un revenu foncier croissant il renonce à l'injustice de l'impôt. « L'Etat n'a pas le droit de vivre aux dépens de l'individu, il n'a pas le droit de savoir ce qu'il possède, pas plus qu'il n'a le droit de savoir ce que pense l'individu de Dieu et de l'immortalité de l'âme, ni de quels aliments il se nourrit, ni de quels vêtements il s'habille, ni quelles distractions il préfère. Si l'Etat avait le droit de connaître notre avoir en capital et revenu, il aurait le droit et le devoir de l'afficher au pilier public; en opérant dans le secret il avoue son abus de pouvoir et il se dérobe à tout contrôle. Alors de deux choses l'une : ou l'Etat s'en remettra à notre déclaration provoquant ainsi à la fraude, et les gens scrupuleux paieront pour les autres; ou il prétend la vérifier et nous sommes en pleine tyrannie. Il est abusif de la part de l'Etat de contraindre l'individu à lui dire de

quoi et de combien il vit, comment il vit, ce qu'il met de côté, quels sont ses engagements et ses dettes, si ses affaires vont bien ou mal. Et quant à des opérations dans le genre de celle dénommée inventaire obligatoire au décès et qui consiste à envahir le domicile de l'individu au moment de sa mort, à ouvrir ses tiroirs, fouiller ses papiers, dresser rétrospectivement ses comptes de recettes et de dépenses en vue d'évaluer l'insuffisance de ses déclarations et de taxer sa succession d'une amende de dix ou quinze fois le montant présumé de cette insuffisance, j'ai beau faire : pour leur trouver des analogues, je suis obligé de chercher parmi les opérations pratiquées par l'individu contre d'autres individus ou contre l'Etat lui-même qui sont qualifiés de délits ou de crimes et que réprime la loi pénale. » (Etude d'Economie sociale, Lausanne 1896, p. 439-40.)

Wal, tout en reconnaissant que la mutation à titre gratuit augmente la fortune et les revenus, ajoute que cette augmentation ne doit être atteinte par l'impôt que périodiquement, quant à l'impôt qui en supprime immédiatement une partie c'est un impôt injuste, parce que ce n'est pas sur les capitaux acquis c'est sur les revenus que les impôts doivent être prélevés.

Les socialistes collectivistes d'autre part, qui n'admettent pas en principe l'hérédité si ce n'est pour les biens de consommation, considèrent l'impôt

comme un moyen de rachat des grandes industries et de socialisation de la terre et des instruments productifs.

Wagner, champion de l'école du socialisme d'Etat, pose comme base juridique de l'impôt sur les successions le droit de l'Etat à une quote-part de l'héritage des particuliers. Il affirme que cette dernière taxe représente la part du patrimoine national, que l'Etat qui représente le peuple prélève en vertu de son droit d'hérédité sur les patrimoines privés tombés en héritage.

Il ajoute « tant que la famille, comme cela se passait dans les périodes primitives, assumait de grandes obligations envers ceux qui en faisaient partie et que l'individu apparaissait dans la vie publique comme membre de la famille, il en dérivait par légitime conséquence qu'il était juste que le droit d'hérédité soit limité à la famille. Par contre, plus l'individu s'émancipe de la famille, plus certaines obligations de secours passent à la charge de l'Etat et la participation de l'Etat à l'hérédité est d'autant plus nécessaire et juste. »

Mais on a observé, au contraire, que si les citoyens reçoivent une certaine aide de l'Etat, cela pourra justifier la perception de l'impôt, mais cela ne créera pas le droit de commune propriété sur les biens privés. L'Etat admis à se substituer à la famille dans quelques-unes de ses obligation envers les ci-

toyens, ne s'y est pas substitué pour cela dans les rapports de propriété. Le droit héréditaire privé et le prétendu droit héréditaire de l'Etat sont des antinomies qui s'excluent réciproquement.

Shall déclare : ou il n'existe aucun droit héréditaire privé reconnu par la conscience juridique universelle et alors le patrimoine laissé par le défunt retourne à l'Etat comme *res nullius*; ou ce droit héréditaire existe et est reconnu comme une émanation de la volonté du défunt et de la faculté qu'il a de disposer librement de ses biens; dans ce cas, les biens laissés par le défunt ne seront pas *res nullius* et la succession privée sera seule possible.

Comme on le voit, de Bentham par Stuart Mill on passe aux dispositions actuelles caractéristiques de la démocratie sociale qui, avec un soi-disant sophisme, retient la succession comme un gain occasionnel qui revient à l'Etat.

Le sophisme réside dans le fait que l'on ne veut pas considérer qu'un héritage n'est pas autre chose que la transmission d'un patrimoine, source d'un nouveau revenu, qui sera frappé comme n'importe quel autre revenu. Les diverses législations n'ayant pas d'arguments pour justifier l'impôt, l'ont retenu comme un impôt sur un transfert de propriété (impôt indirect de timbre et d'enregistrement).

PARAGRAPHE IV

**Inconsistance de certaines théories créées pour justifier
l'impôt sur les successions.**

L'impôt sur les successions devrait servir, selon les uns, à payer les évasions d'impôts dus par le contribuable.

Mais la quittance laissée au contribuable qui a payé n'est-elle pas juridiquement la preuve de l'extinction de la dette?

Selon d'autres, l'impôt sur les successions tend à supprimer le gain occasionnel qui n'est pas dû à un travail personnel.

Il faut alors détruire tout système de production, parce que tout acte productif est lié à un hasard, de même que la santé, le génie, les qualités morales, le caractère sont liés à des hasards.

Est-ce que l'agriculture ne dépend pas de la saison? Est-ce que l'industrie ne dépend pas de circonstances diverses? Dans la production économique, le travail n'est qu'une donnée des innombrables variantes dont la production elle-même dépend. On vit par hasard dans une patrie qui représente telle ou

telle civilisation et c'est par hasard que l'on appartient à telle ou telle race.

Mais on dit : la succession atteint un acte économique ou transfert de valeur. Il faudrait admettre que la mort est un acte économique et elle n'est pas un acte puisqu'elle n'est pas voulue.

En fait, l'expérience démontre que la plus grande partie des personnes qui sont appelées par la loi à recueillir un jour le patrimoine de leur famille, ne mènent pas une vie oisive; en général elles aussi se donnent du mal pour gagner leur vie, en attendant l'héritage espéré, et après l'avoir recueilli elles s'emploient à l'augmenter pour améliorer le sort de leurs enfants.

On ne nie pas que la perspective d'un héritage puisse créer quelques milliers d'oisifs dans un pays, mais un tel mal est de peu d'importance en regard de l'immense somme d'efforts et d'économies dont fait preuve la majorité des citoyens animés du désir de préparer un avenir heureux à leurs descendants.

L'héritage demeure un fait économique avantageux, un des plus puissants facteurs d'action de la civilisation humaine, de ceux qui avantagent indirectement la classe pauvre et son patrimoine, parce que toute augmentation de capital dans un pays lui procure une augmentation de salaire.

PARAGRAPHE V

...Objection relative aux finances de l'Etat.

L'objection en apparence la plus forte à la loi de Stéfani est basée sur la crainte des conséquences qui peuvent en résulter pour le Trésor.

On se demande si c'est vraiment bien le moment de renoncer aux 250 millions qui constituent le rapport de l'impôt.

Mais une bonne gestion financière de l'Etat doit tendre non seulement à augmenter les impôts mais encore à accroître la capacité fiscale du contribuable. Il y a des impôts qui, tout en produisant un revenu notable, doivent être éliminés comme dangereux pour la vie économique du pays.

Les impôts sur les bénéfices de guerre rendaient dans une mesure bien supérieure à celle de l'impôt sur les successions; or personne n'oserait demander qu'ils soient remis en vigueur ou prorogés sous un nom et une forme différents.

L'impôt extraordinaire sur le patrimoine a rendu et rendra (environ 10 milliards); qui oserait recommencer cette grave et irréparable erreur en l'étendant aux patrimoines formés depuis le 31 décembre 1919?

L'abolition de l'impôt sur les successions n'est pas un fait isolé. Le Gouvernement actuel a supprimé la taxe de luxe, la contribution de guerre; il a réduit l'impôt sur les revenus des administrateurs et il en a promis la suppression à brève échéance. Il n'en est pas moins vrai que le budget, grâce à une prudente et énergique administration, est profondément amélioré. La nation italienne a montré qu'elle pouvait supporter avec calme des impôts assez lourds, mais rationnels, comme l'impôt sur le revenu agraire et celui sur les échanges.

Les impôts rendent d'autant plus, qu'ils diminuent le moins possible la chose imposable.

Mussolini a indiqué les conditions de l'assainissement : discipline, rétablissement des valeurs morales et techniques, honneur au travail et respect à l'épargne.

Dans ces conditions l'Italie a repris sa marche, qui s'arrêterait dans l'hypothèse où ces conditions viendraient à manquer.

CHAPITRE IV

Impôt sur la consommation du vin

En matière d'impôts indirects, il est important de rappeler les innovations introduites dans l'impôt sur la consommation du vin, avec le décret royal du 12 juillet 1923.

Il convient de rappeler que pour le vin, il a été créé un impôt spécial de fabrication par le décret-loi du 2 septembre 1919.

La taxe proposée de 50 liras par hectolitre fut appliquée d'abord au taux de 30 liras, puis de 12 et maintenant de 20 liras.

Avec les décrets-lois des 9 octobre et 24 novembre 1919 ont été supprimés quelques inconvénients.

On passe ensuite sous le régime du décret-loi

royal du 18 août 1920 et au règlement législatif du 17 juillet 1921 qui l'a suivi, encore en vigueur, suivant lesquels la vérification de la matière imposable restait toujours faite chez le producteur. Il avait été décidé que les acheteurs de vin seraient les principaux débiteurs de l'impôt et que celui-ci serait payé au moment de chaque vente par un versement au bureau de poste. On maintenait l'obligation pour le producteur, à la fin de chaque année vinicole, de payer la part de l'impôt qui n'avait pu être perçue par mévente et celle de payer l'impôt sur la consommation personnelle et familiale du producteur.

Par le nouveau décret, on modifie le système en vigueur en ce sens que, d'après le décret royal du 17 juillet 1921, c'étaient les acheteurs qui payaient l'impôt, tandis qu'aujourd'hui ce sont les producteurs.

Une telle innovation poursuit le but d'éviter ou tout au moins de diminuer les complications du système actuel qui a donné lieu à des erreurs dans la rédaction des bulletins de la part des bureaux postaux et conséquemment à de très nombreuses contestations et à un très grand travail pour le fisc.

Avec le nouveau système, en obligeant les producteurs au paiement de l'impôt moyennant des versements correspondant au vin vendu ou consommé de quelque manière que ce soit dans la quinzaine précédente, il en résulte une diminution du nombre des

versements, une plus grande exactitude dans les comptes personnels en éliminant de nombreuses causes d'erreurs. En conséquence, on obtient une plus grande simplification et un moindre travail pour le fisc.

Une innovation assez remarquable du nouveau décret intéresse aussi le système des exemptions. Le décret du 17 juillet 1921 accordait aux petits propriétaires, cultivateurs, colons, métayers ou locataires, l'exemption de l'impôt pour le vin destiné exclusivement à la consommation familiale jusqu'à concurrence d'un hectolitre pour chaque membre de la famille vivant ensemble et âgé de plus de quinze ans. On considérait comme petits propriétaires, cultivateurs, colons, métayers, locataires, pour les soumettre à l'exemption, les cultivateurs qui s'occupent directement et matériellement seuls ou avec le concours prédominant des membres de leur famille, de la culture des vignobles leur appartenant ou pris en colonat, métayage ou location à la condition qu'ils ne retirent en tout qu'une quantité de vin ne dépassant pas 50 hectolitres.

Les critiques soulevées par le système sont connues, celui-ci est en somme un privilège injuste en faveur des seuls travailleurs des champs. Le commentaire qui précède le décret du 12 juillet 1923, publié dans le *Journal officiel*, remarque très exactement qu'une telle exemption trouve théoriquement une assez pau-

vre justification pour un impôt réel qui entend frapper l'ensemble de la consommation.

Le nouveau décret, d'autre part, ne supprime pas cette exemption à laquelle il ne reconnaît pas de raison d'être, mais il en modifie le système dans le but de supprimer les innombrables controverses et le grand travail des communes et du fisc vu la nécessité d'enquêtes directes faites pour vérifier la situation familiale de chaque producteur.

Il accorde en conséquence aux petits producteurs l'exemption jusqu'à concurrence de 5 hectolitres si le vin produit, régulièrement déclaré et vérifié ne dépasse 20 hectolitres; jusqu'à 3 hectolitres, si la production est supérieure à 20, mais n'arrive pas à 40.

Il décrète que seront considérés comme petits producteurs ceux pour qui il a été contrôlé une production de vin ne dépassant pas 40 hectolitres.

Le système se trouve simplifié, vu que la mesure d'exemption n'a plus aucun rapport avec le nombre des membres de la famille et est au contraire en raison inverse de la quantité de vin produite. Grâce à cela, il y a comme travail en moins toutes les enquêtes directes pour le contrôle de la situation familiale du petit propriétaire.

D'autre part, le décret de 1921 faisait dépendre la qualité de petit producteur de deux éléments, d'abord du fait de s'occuper directement de la culture

de ses vignobles propres ou pris en location et ensuite du fait de n'en retirer qu'une quantité inférieure à 50 hectolitres. D'après le décret de 1923, la qualité de petit producteur dépend d'un seul élément : le fait de produire moins de 40 hectolitres.

Ceci aussi aide à la simplification du système, puisque, actuellement comme sous le régime du décret de 1921, les petits producteurs étant exempts de l'impôt, on n'a plus à faire des enquêtes pour se rendre compte si le producteur cultive directement; il suffira seulement de connaître la quantité de vin produite pour décider si le propriétaire a droit ou non à l'exemption.

Une autre innovation concerne les organes de contrôle. Le décret royal de 1921 confiait le contrôle de l'impôt au bureau technique des finances. Celui-ci devait procéder à la vérification du vin déclaré, au moyen du personnel de son siège et des équipes détachées de soldats de la Garde royale des Finances ou de tout autre personnel gouvernemental éventuellement désigné.

Le nouveau décret en maintenant cette tâche au bureau technique lui donne en outre la faculté de se servir des administrations d'octroi gérées soit directement par les communes, soit par les fermiers. Le décret ajoute que le bureau technique a un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'attribution, à l'Administration de l'octroi, du travail à accomplir.

Avec ces innovations, on arrive à utiliser pour le contrôle de l'impôt, les administrations communales qui, si elles sont en général en mesure de concourir efficacement à une telle œuvre vu leur plus grande connaissance des contribuables et de la chose imposée, ne réussissent pas toujours à remplir leur tâche comme il serait désirable par défaut d'organisation adéquate ou pour d'autres motifs. Il faut observer que, surtout dans les petites communes, confier une telle tâche à l'administration communale serait déterminer de grands abus comme l'a démontré l'expérience des années 1919 et 1920.

Pour éliminer cet inconvénient, le nouveau décret ne revient pas au système de ces années là mais il adopte un système mixte d'après lequel, selon les cas, on peut confier le service du contrôle aux administrations de l'octroi et seulement à celles qui offrent des garanties suffisantes de service ponctuel, suivant l'appréciation souveraine du bureau technique.

Le Ministre n'a pas omis d'examiner l'opportunité de taxer le vin en fonction du prix, de la qualité, du degré d'alcool ou tout au moins d'établir une taxe plus faible pour les vins moins alcoolisés comme on l'avait demandé.

Mais l'étude approfondie du problème a mis en lumière de nombreuses difficultés ; aussi a-t-on décidé de maintenir la taxe unique de 20 lire par hec-

tolitre pour tous les vins, y compris les petits vins ayant plus de 5° d'alcool.

Avec ces innovations apportées à l'impôt, il a été reconnu que, sans aucun doute, on avait introduit de grosses simplifications ; l'œuvre réformatrice ne s'arrêtera pas là et les inconvénients, à mesure que l'expérience le conseillera, seront atténués et éliminés.

CHAPITRE V

Mesures prises en matière douanière.

Les principales mesures prises en matière douanière sont les suivantes :

a) Extension au bétail importé pour le compte des réparations de guerre, de l'exemption des droits de douane concernant le bétail importé d'Allemagne.

b) Le Gouvernement actuel a eu soin de fixer hebdomadairement le cours du change pour le paiement des droits de douane et d'élever, par esprit de justice et de simplification, de 100 à 1.000 liras or, la somme des droits qui peut être payée en billets de l'Etat, sans avoir recours aux certificats douaniers délivrés par les Instituts d'émission préalablement au versement des sommes nécessaires pour le paie-

ment de droit de douane à effectuer. Les petits commerçants ont été spécialement avantagés par cette mesure.

De plus, pour le paiement des droits de douane supérieurs à 1.000 liras non exigibles en or, on peut aujourd'hui se servir de certificats douaniers délivrés par les Instituts d'émission et émis non plus en liras or mais en liras papier, de sorte qu'ils peuvent servir non seulement pour le paiement du droit de douane en or mais aussi de tous les autres droits douaniers et comme dépôt en garantie de toute opération douanière.

Grâce à cette nouvelle mesure, un commerçant qui doit acquitter une partie déterminée du prix, en calculant à peu près le montant des droits de douane dûs, se fait délivrer par un Institut d'émission un certificat qu'il verse à la caisse douanière ; celle-ci si le prix n'est pas exact restitue la somme en excédent ou requiert le supplément en argent comptant, comme un paiement ordinaire en valeur.

De plus, le certificat qui auparavant était compliqué et ennuyeux présente actuellement un autre avantage, celui d'être valable trente jours au lieu de dix, ce qui diminue les inconvénients soit de l'urgence de l'emploi, soit de son annulation, vu que l'on peut en demander le renouvellement.

A partir du 12 février 1923 le change pour les droits d'entrée non versés en or est fixé hebdoma-

dairement ou à délais moindres si c'est nécessaire, en prévenant le public à l'aide d'une affiche apposée le matin sous le porche de l'Intendance des Finances et des Douanes ; l'application en est exclusivement réservée aux bureaux de douanes.

De cette façon, on supprime de moitié toute possibilité de spéculation, relativement facile et fréquente quand le change variait tous les quinze jours, ce qui permettait aux importateurs de juger s'il y avait avantage ou non de hâter ou de retarder l'achat des certificats douaniers suivant la tendance du change à la hausse ou à la baisse.

Avec cette nouvelle disposition, de telles spéculations sont rendues impossibles.

c) Trois décrets ont paru, destinés à aider le développement du commerce extérieur au moyen de « l'institution douanière des importations et exportations temporaires ».

Le premier de ces décrets établit de nouvelles concessions, pour l'importation dans le royaume, de matières premières destinées à y être travaillées pour être ensuite exportées à l'étranger.

Le deuxième étend la faculté d'importation temporaire à certaines matières premières et objets fabriqués différents de ceux actuellement visés par la loi.

Le troisième, enfin, permet l'exportation tempo-

raire, en franchise de droits de douane, des bouteilles d'eau minérale et de bière et la réimportation des récipients dans le Royaume, afin de favoriser l'exportation des produits nationaux susnommés.

d) On a décidé l'extension de la franchise douanière, sur la base de réciprocité, aux Membres du Corps diplomatique accrédités dans le pays, qui jusqu'à présent n'était accordée qu'aux Chefs de Mission.

Enfin, d'autres droits douaniers accessoires (statistique, apposition de contremarque) ont été opportunément modifiés.

CHAPITRE VI

Monopoles.

Sur ce terrain le Gouvernement s'est efforcé de révoquer les précédentes mesures prises en novembre 1918 et en mai 1919, concernant l'institution du domaine pour le monopole des tabacs.

Il supprime aussi les primes données pour la culture du tabac, primes qui n'étaient plus jugées nécessaires ; l'économie résultant de cette suppression fut d'environ 1.750.000 liras.

Le Gouvernement abolit également le monopole de vente des allumettes et le remplaça par un impôt sur la production.

L'abolition du monopole des allumettes aurait du conduire à la liberté du commerce ; le public aurait

ainsi bénéficié des bas prix vu la libre concurrence entre fabricants. Le Gouvernement fasciste n'a pas fait cette concession qui caractérise ses directives dans chaque acte de sa politique économique, parce qu'un Etat qui a le monopole de la fabrication et de la vente des tabacs ne peut et ne doit pas se désintéresser complètement du commerce des allumettes, surtout quand le tabac constitue pour les finances une ressource très importante (presque trois milliards). Quant à la vente des allumettes elle représente à elle seule une ressource modeste mais non négligeable de 90 millions nets par an.

La législation des autres Etats confirme la nécessité de cette mesure, puisque partout où s'exerce le monopole de fabrication et de vente des tabacs, s'exerce aussi le monopole des allumettes, monopole auquel on est souvent parvenu à la suite d'une expérience plus ou moins brève d'un impôt sur la fabrication.

Un véritable monopole au sens strict du mot n'existait pas en Italie, on ne pouvait donc s'attendre à sa suppression. On devrait simplement modifier, simplifier la bureaucratie chargée du recouvrement de l'imposition. Ceci a été fait suivant les directives tracées par le Gouvernement actuel en ce qui concerne la simplification de la bureaucratie.

Il fallait toutefois maintenir les points fondamentaux suivants : garantir au public un prix mo-

déré de vente des allumettes et leur bonne qualité, garantir à l'Etat la ressource de 90 millions nets, assurer l'existence de nombreuses petites fabriques et empêcher qu'elles soient jugulées par des industries plus importantes, solidement organisées et disposant de gros capitaux.

Telle fut la nécessité qui poussa le Gouvernement à autoriser et même à aider la constitution d'un Consortium entre fabricants d'allumettes. Une telle organisation présente indéniablement pour le Gouvernement une plus grande garantie en ce qui concerne le recouvrement de l'impôt et crée une ambiance de confiance entre toutes les fabriques existant en Italie ; elle permet aussi à celles de modeste importance le développement de leur essor. Toutes les fabriques exerçant en Italie l'industrie des allumettes ont librement adhéré au Consortium, approuvant ainsi l'œuvre du Gouvernement.

Le Consortium constitue un monopole privé dans l'Etat, vu qu'à lui seul est réservé la fabrication et la vente des allumettes avec défense de créer d'autres fabriques. Puisque, comme il a été dit plus haut, le Gouvernement devait s'éloigner du principe de la liberté de commerce absolue, il est évident que les fabricants à qui l'on imposait des conditions onéreuses, telles que la limitation du prix de vente, devaient se consentir des garanties équitables en ce qui concerne leur existence. Ces garanties étaient d'autant plus né-

cessaires et justes, que la production des allumettes était supérieure au chiffre de la consommation.

La fabrication pour l'extérieur est restée absolument libre.

Si le monopole n'avait pas protégé les petites fabriques, actuellement toute la production des allumettes en Italie serait contrôlée par un puissant trust. La réforme adoptée ne représente pas comme on l'a dit parfois l'abolition d'un monopole, vu que l'on ne pouvait qualifier tel, la vente des allumettes, mais une ingénieuse réforme de l'Etat de fait créé pendant la guerre et qu'il était urgent de simplifier.

Sous le vieux régime, l'Etat recevait des 80 fabriques d'allumettes les produits nécessaires à la consommation, les transportait à ses risques et périls dans ses propres magasins et les distribuait au public au moyen de bureaux de vente. Il supportait ainsi toutes les dépenses, toutes les charges et toute la responsabilité, en y comprenant celle de répartir entre les diverses fabriques productrices les quantités nécessaires pour la vente. Ceci fut dans les derniers temps la cause de graves préoccupations à cause de la diminution de la consommation.

Avec la création du nouveau Consortium on a obtenu une très grande simplification des services de l'Etat et on a laissé aux membres du Consortium l'entière et absolue liberté de répartir d'accord entre eux

le quantum correspondant à la consommation intérieure.

Pourquoi l'Etat approuvant la constitution d'un Consortium n'a-t-il pas créé une organisation sous forme de régie intéressée ?

Le Gouvernement s'est tout d'abord efforcé d'améliorer et de simplifier l'organisation antérieure.

En fait avant de demander une participation aux bénéfices pouvant résulter des bilans du Consortium, il s'est réservé le droit de réviser tous les deux ans l'impôt sur la fabrication.

Cette façon d'agir est peut-être un sujet de mécontentement pour les absolutistes de l'école économique partisans de la liberté commerciale.

Mais les Gouvernements doivent faire une politique réaliste et ne pas sacrifier une grande ressource, comme celle des tabacs, pour un principe.

Le Gouvernement a donc agi du mieux qu'il pouvait et aujourd'hui la fabrication et la vente des allumettes ne soulèvent plus aucune difficulté.

CHAPITRE VII

Politique d'économie.

PARAGRAPHE I

Généralités.

La politique d'économie n'a pas subi de déviation en ce qui concerne l'œuvre du Ministre des Finances de Stéfani, qui a créé un système de contrôle financier efficace.

Pour rendre compte de l'action intense développée pour remettre en ordre les services qui dépendent directement des Finances, action destinée à rétablir dans la gestion des dépenses publiques l'observance de règles sévères et à bannir les habitudes et les méthodes moins rigoureuses qui ont prévalu durant la guerre, le Ministre des Finances après le discours

de Milan du 13 mai 1923 a pris des mesures dignes de beaucoup d'attention.

L'unification des comptabilités, dont l'opportunité a augmenté de valeur par suite de la réserve qu'eut à faire la Commission parlementaire d'enquête, laquelle s'est convaincu, à la suite de ces enquêtes, que la plus grande partie des dépenses de guerre aurait pu subir une importante diminution, que beaucoup de décisions de l'Etat auraient pu en outre être mieux et plus rapidement exécutées, si des contrôles bien organisés avaient de suite relevé les défaillances et les défauts de l'organisation.

Maintenant, suivant les nouvelles dispositions, toutes les décisions qui ont un rapport avec le budget, doivent être soumises à l'examen du Ministre des Finances par l'entremise des comptabilités centrales, afin que celles-ci en fassent une exacte évaluation financière ; de la sorte, on ne devra plus voir comme cela arrivait dans le passé, les dépenses en voie d'exécution dépassant celles calculées dans les prévisions.

On a prescrit aux bureaux de comptabilité, d'effectuer des vérifications et de recueillir des éléments permettant de s'assurer que les états de prévision soient toujours dressés en ayant devant les yeux les strictes exigences des services, qu'aucune gestion n'échappe au budget, que le paiement des dépenses soit fait le plus possible avec des mandats directs, permettant une collation rapide et immédiate et

qu'enfin dans la liquidation d'indemnités de toutes sortes on ne fasse ni irrégularités, ni abus.

Il a été d'autre part décidé que les revisions, par les mêmes bureaux de comptabilité, des comptes rendus de dépenses faites sur mandats payés à l'avance, soient accomplies avec tout le soin désirable. Les écritures comptables doivent être tenues avec le plus grand ordre, les chapitres du budget doivent faire l'objet d'une étude attentive pour définir exactement le contenu et la partie de chacun, évitant des interprétations trop larges qui conduisent à des prodigalités dans l'affectation des sommes allouées.

Les directeurs des bureaux de comptabilité sont tenus pour responsables du développement de cette action ; ils doivent présenter de leur propre initiative toutes les propositions qu'ils jugent utiles ou nécessaires à l'intérêt du Trésor.

Le caractère de cette réforme esquissée a été opportunément précisé par des instructions distribuées à toutes les administrations, dans le but d'établir entre les bureaux administratifs et les comptabilités des rapports qui faciliteront l'obtention de meilleurs résultats.

Diverses circulaires, envoyées sur les points les plus différents, concernant les intérêts des finances, sont la preuve du soin vigilant et assidu avec lequel le Ministre procède pour supprimer les abus et garantir l'emploi régulier des sommes du budget.

Le Ministre estime à juste titre que dans tous les détails de l'action administrative il faut porter la plus vive attention pour obtenir dans l'ensemble le résultat d'une gestion prudente et ordonnée.

PARAGRAPHE II

Mesures prises pour éviter les excédents d'engagements de dépenses.

Pour éviter les excédents d'engagements de dépenses qui ont toujours donné lieu à de justes critiques, les différentes administrations ont été rappelées à la stricte observance des dispositions de la loi en vigueur. La poursuite d'un tel but, fut dans le passé en grande partie empêchée par la tendance qui prévalait auprès des administrations de l'Etat d'engager des dépenses qui n'étaient pas en rapport avec les disponibilités du budget, point que tout gestionnaire prudent ne doit pas perdre de vue. Tout ceci était encore aggravé par le fait qu'à la fin de chaque exercice et même alors que l'exercice était clôt depuis longtemps, on pourvoyait avec des décrets à convertir en lois, à la concession de sommes toujours plus grandes pour couvrir les gros excédents de dépenses

Il fallait pourtant, en rapport aussi avec les votes formels du Parlement, affronter résolument la question pour faire rentrer dans la légalité la gestion des dépenses publiques.

Le Ministre a atteint ce but après avoir déclaré explicitement qu'après le 30 juin 1923 il ne mettrait plus en vigueur les mesures budgétaires se rapportant à l'exercice 1922-23 et en défendant aux directeurs des services de comptabilité d'assumer des engagements de dépenses après cette date.

Pour assurer l'observation précise de cette recommandation le Ministre des Finances de Stéfani a ordonné aux comptabilités ministérielles, la clôture de la comptabilité des engagements de dépenses le 30 juin. Il a confié aux inspecteurs dépendant directement de lui, la charge d'assurer cette clôture en la rendant définitive par la récapitulation des situations particulières à chaque chapitre dont les totaux ne doivent en aucune façon être dépassés par le bilan effectif.

PARAGRAPHE III

**Revision des sommes inscrites dans les reliquats
des exercices précédents
et situation mensuelle spéciale de la marche des dépenses.**

On a fait une revision des sommes inscrites dans les reliquats des exercices précédents, dans le but d'éliminer tous ces comptes qui n'ont pas de fondement dans une véritable obligation juridique par laquelle l'Etat est lié mais qui répondent surtout à des présomptions de dépenses faites dans le passé avec une excessive largeur de vue.

Des instructions ont été données afin que les opérations nécessaires à l'établissement de la dette de l'exercice 1922-23 soient conduites avec la plus grande célérité, le Ministre tenant à ce que l'on respecte les délais ordinaires de la présentation du bilan au Parlement. Un autre sévère rappel a été fait aux administrations pour que la gestion du budget 1922-23 soit conduite, dès le commencement, de telle façon que les ouvertures de crédit ne soient pas dépassées.

Pour mieux atteindre ce but il a été mis sur pied,

avec mise en activité au 1^{er} juillet 1924, une situation mensuelle spéciale de la marche des dépenses, qui indiquera la situation réelle de la gestion, en regard d'autre part avec la situation des recettes, celle-ci rendue beaucoup plus complète en ce sens que en outre des recettes principales pour lesquelles seulement il y avait une situation mensuelle, elle comprendra aussi celles moins conséquentes dont le montant prend actuellement une grande importance.

PARAGRAPHE IV

Mesures relatives à la réduction du personnel et à la revision de sa situation.

Pour assurer la mise en vigueur des dispositions relatives à la réduction du personnel, il a été pris des mesures détaillées dans le but d'exécuter des comparaisons et des vérifications opportunes.

En outre, les administrations intéressées ont été obligées de dresser tous les trois mois un état du personnel en service ; le même état est fait pour les troupes de terre et de mer et pour les autres corps au service de l'Etat organisés militairement.

Les données résultant de telles communications

feront l'objet d'une publication spéciale périodique qui permettra des contrôles utiles et qui pourra suggérer d'avantageuses initiatives.

Il faut en outre signaler les dispositions adoptées pour procéder à la revision des indemnités, compensations, primes ou concessions analogues établies en faveur du personnel.

Cette revision a déjà donné lieu à d'utiles mesures de limitation ou d'abolition mises en vigueur par la loi sur l'exercice provisoire du budget.

D'autres mesures ont été prises pour empêcher les interprétations abusives des dispositions qui régissent les indemnités de mission et pour limiter les missions elles-mêmes aux cas de vraie et absolue nécessité de service ; pour interdire de façon absolue le paiement d'indemnités au personnel dépassant les crédits votés.

On a enfin régularisé d'une façon plus avantageuse pour l'administration, à partir de l'exercice 1923-24, la balance entre les primes de travail et le rendement, accordées en remplacement des indemnités de travail abolies à partir du 1^{er} juillet 1923.

PARAGRAPHE V

Prévisions pour l'exercice 1924-25.

Le Ministre de Stéfani a demandé à ses collègues des propositions pour l'exercice 1924-25 en leur donnant dès maintenant des directives fondamentales que les administrations respectives doivent suivre.

Le nouveau budget devra refléter de façon absolue les besoins des services afin d'éviter la nécessité fréquente dans le passé, d'une intégration de fonds dans le cours de l'exercice. Les dépenses devront être limitées suivant des règles de sévère économie et les besoins des services devront s'adapter aux disponibilités du Trésor.

Le prochain budget devra présenter une amélioration par rapport à celui de l'exercice 1923-24 puisque selon l'intention du Ministre l'œuvre d'assainissement entreprise doit se continuer sans trêve jusqu'à ce que le but soit atteint.

PARAGRAPHE VI

Mesures procurant une économie pour le Trésor.

Les mesures énumérées ci-dessous ont procuré une économie pour le Trésor :

1° La suppression du Sous-Secrétariat des Pensions après qu'eut été approuvée la réforme des pensions de guerre, qui a obtenu l'adhésion cordiale des mutilés, combattants, mères et veuves des militaires morts à la guerre.

2° Le Ministre des Finances, développant son œuvre de coordination et de renforcement du contrôle des dépenses, a remis en vigueur l'ancien Conseil des comptables institué en 1870 et modifié en 1876, organe consultatif destiné essentiellement à collaborer avec le Ministre en matière comptable.

Ce Conseil eut une notable activité dans les premières années de sa fondation mais depuis très longtemps il avait cessé de fonctionner et son concours ne fut plus requis, malgré les dispositions du règlement général de comptabilité de l'Etat. Le passage des comptabilités et des administrations centrales

sous le contrôle du Ministre des Finances, a déterminé le Ministre des Finances à reconstituer cet organe public.

Dans sa première réunion, de Stéfani a rappelé l'histoire de l'institution et a mis en lumière les avantages qui même aujourd'hui peuvent dériver du contact que celui-ci établit entre les directeurs de comptabilité des diverses administrations, soit en ce qui concerne l'unité de règles, soit pour une plus systématique et plus souple base du contrôle.

3° Le Ministre des Finances a récemment procédé à la réforme des circonscriptions des bureaux du domaine, des taxes et des cercles d'inspection, en tenant compte dans la limite du possible des nouvelles circonscriptions judiciaires.

Par suite de ces mesures il a été supprimé environ 150 bureaux et 15 cercles, sans que la marche des services ait à en souffrir et tout en réalisant une économie.

Toujours conséquemment au changement de la circonscription judiciaire, on a pourvu, en ce qui concerne les bureaux de l'Enregistrement, à un nouvel ordonnancement des circonscriptions des agences d'impôts fondé sur le principe que dans chaque circonscription des agences il doit y avoir un ou plusieurs bureaux d'Enregistrement.

Avec cette nouvelle disposition, le nombre total des agences se réduit à 37 par suite de la suppres-

sion des bureaux qui n'avaient plus de raison d'être et par la possibilité de réunir plusieurs communes aux autres bureaux voisins à cause de leur rendement limité :

4° La réforme des pensions de guerre a été un des événements les plus importants de l'activité législative du Gouvernement national.

La loi actuelle sur les pensions représente le résultat d'une expérience mûrie et d'études profondes.

5° Le Gouvernement a pris des mesures pour l'amélioration de quelques petites recettes du budget de l'Etat, entre autres : la révision des remboursements, contributions, redevances de toutes sortes dus par des sociétés et des particuliers pour des dépenses et des prêts fait pour leur compte par l'Etat.

6° Parmi les mesures de trésorerie le Ministre a fait approuver l'élévation de deux à trois dixièmes du montant des dépôts que la Caisse d'Epargne de la Banque de Naples peut consentir comme prêt aux communes, aux provinces et aux consortiums.

La mesure était attendue depuis longtemps et elle constitue un utile placement des disponibilités de l'organisme précité.

Le Ministre de Stefani a en outre adopté deux mesures pour le paiement des intérêts sur les certificats de rente nominative de la dette publique à partir du 1^{er} juillet 1923.

D'après l'une de ces mesures, les opérations pour le transfert du paiement des intérêts d'une trésorerie à l'autre, qui rendaient nécessaire une double intervention des bureaux centraux, se font maintenant directement entre les trésoreries elles-mêmes moyennant un simple avis d'un supérieur.

D'après l'autre disposition limitée pour le moment aux certificats de 5 % consolidé, pourvu qu'il ne soit pas soumis à l'usufruit ou à des conditions spéciales de paiement, le paiement des intérêts se fait au moyen de reçus que l'on détache chaque fois des titres de rente ainsi qu'au moyen de formules de quittance qui sont apposées chaque semestre et pour ces titres seuls, par la Direction Générale compétente.

Ces deux mesures tout en simplifiant notablement le service avec économie de travail et de dépense pour l'Administration centrale, facilitent et rendent plus rapide le paiement des rentes, à l'avantage des détenteurs de titres.

Voici énumérées ci-dessous les économies réalisées en 1923 et les plus grandes dépenses effectuées, dont de Stéfani a parlé à Milan dans un de ses exposés sur la situation financière du pays :

ECONOMIES

(en millions de livres)

Ministère des Finances			329
Voies ferrées			280
Justice.			18
Affaires Etrangères			3
Colonies			13
Intérieur			29
Intérieur	{	Garde royale 288	325
		Ministère 25	
		Prisons 12	
Travaux publics			219
Postes et Télégraphes			103
Guerre.			281
Agriculture			3
Industrie et Commerce et Travail			43
Régions libérées			61
Total			1.707

DÉPENSES LES PLUS IMPORTANTES

(en millions de livres)

Ministère des Finances			786
Intérieur	{	Aviation 25 Milice nationale 72 Carabiniers 3	{ 400
Guerre			101
Marine	{	Militaire 33 Marchande 187	{ 220
Total			1.207

Il en résulte que l'économie nette est de 500 millions.

CHAPITRE VIII

Politique du Trésor.

Le Gouvernement fasciste a actuellement à résoudre de graves problèmes. Les besoins du temps de guerre et le gâchis démagogique des gouvernants antérieurs ont occasionné un endettement continu.

La politique financière du Gouvernement actuel et la bonne administration des services publics ont sensiblement réduit le déficit. Le Gouvernement a pu ainsi faire face aux charges du bilan en ayant modestement recours aux emprunts publics et sans aucune augmentation de la circulation de papier monnaie.

Ainsi, d'une part, l'apport d'une masse importante d'épargne à l'industrie a été rendue possible et

d'autre part des perturbations dans les prix ont été évitées.

Dès lors, le Ministre moins préoccupé par le déficit, entreprit le développement d'une saine politique du trésor, tendant à consolider la dette flottante qui se compose des bons ordinaires dont l'échéance est inférieure à un an. De Stéfani a émis des bons de sept ans en novembre et décembre 1922 à 98,50. Les bons de neuf ans de la première série émis au printemps 1923 furent absorbés au prix de 99,50. La substitution graduelle des bons à courte échéance par ceux de neuf ans occasionna une augmentation de l'échéance moyenne des bons en général ; celle-ci était d'un an et cinq mois en juin 1922 alors qu'en décembre suivant elle était de deux ans et un mois.

A la suite d'un premier décret du 1^{er} janvier 1924 les bons du Trésor de trois à six mois furent à leur échéance remboursés aux porteurs ; ceux-ci pour en obtenir le remboursement durent prendre des bons de sept mois à un an. L'émission de nouveaux bons ordinaires fut interdite de façon absolue.

A partir du 1^{er} février 1924 l'intérêt des bons de neuf à douze mois fut fixé à 4,75 %.

Les taux des autres bons furent fixés en proportion. En ce qui concerne les bons de sept mois à un an le total des bons à aliéner dans le mois de février, ne devait pas dépasser le total des bons ordinaires dont l'échéance a lieu dans ledit mois.

Au 31 décembre 1923 la situation était la suivante :

Millions

24.134	de bons ordinaires jusqu'à douze mois.
4.497	— — — de trois et cinq ans.
4	— — — de sept ans.
3.266	— — — de neuf ans.

Ceci est un fait très important car il constitue l'indice le plus sûr de l'état actuel du Trésor.

Le fait est d'autant plus à noter, que l'échéance de fin d'année impose au Trésor un effort considérable pour le paiement de la dette publique et des autres charges périodiques. Un tel état du Trésor et les conditions mêmes auxquelles celui-ci se procure l'argent qui lui est nécessaire, mettent particulièrement en lumière ce que l'on observe en France en ce qui concerne l'émission des bons du Trésor français tel que le 6 % à 3,6 et 10 ans avec prix d'émission à 492 fr. 50, remboursé au pair le 20 mai 1926, à 515 le 20 mars 1929 et à 540 le 27 juin 1923 au choix du porteur.

L'Italie ayant recouvré son prestige politique et financier, la haute banque Américaine et Européenne lui fit des offres d'emprunt ; mais elle refusa ces offres étrangères, ayant la ferme volonté de clôre la période d'endettement. On maintint en vigueur la décision prise par le Conseil des Ministres le 8 no-

vembre 1922 selon laquelle l'Etat tout en facilitant l'afflux de capitaux étrangers, s'engageait à ne contracter aucun emprunt extérieur. L'acceptation de ces offres eut retardé le redressement financier et nui à l'Economie nationale.

Certains critiques ont reproché au Gouvernement fasciste de n'avoir pas converti la dette flottante en consolidé, de n'avoir pas procédé à la conversion du consolidé et enfin de n'avoir pas réduit l'intérêt des bons.

L'opération de la consolidation de la dette flottante n'est utile que si elle est la résultante des trois préoccupations suivantes : celle de l'échéance, du taux et du choix du moment opportun auquel doit s'effectuer l'opération.

On ne peut faire à moins que de constater que la politique financière suivie immédiatement après la guerre, tendant à la confiscation, a énormément contribué à détourner le public des placements en consolidé et l'a incité à prendre des bons du Trésor. C'est le chemin inverse qu'il faut maintenant parcourir, or le Gouvernement a déjà sensiblement progressé sur cette voie.

Vous n'avez pas procédé à la conversion du consolidé ajoutent certains critiques.

Existe-t-il dans l'histoire financière des différentes nations, une conversion volontaire qui se soit faite

ou même discutée avant que le titre ait rejoint le pair et s'y soit maintenue ?

Une conversion qui n'est pas volontaire ne peut se nommer conversion mais faillite ; tout Gouvernement qui se propose de réaliser la reconstruction économique de pays et qui tient à raffermir son crédit à l'Intérieur et à l'Extérieur ne peut y penser ou en discuter.

Donc un Gouvernement qui désire pratiquer la conversion volontaire, doit veiller à assurer l'assiette de son bilan, celui-ci étant le premier indice d'une cote élevée des dettes flottantes. L'amélioration de cette cote en 1923 indique la confiance du public dans le redressement financier.

Toutefois, il convient de ne pas oublier qu'ici la cote de la rente n'est pas seule en jeu et qu'il faut aussi tenir compte du prix de l'argent sur le marché mondial.

On reproche enfin au Gouvernement national de n'avoir pas réduit le taux des bons.

Les auteurs de cette critique ne se rendent pas compte que le taux mondial de l'argent, sauf en Angleterre où subsistent des conditions particulières, se maintient très haut. En Amérique même il est si haut, qu'il permet aux banquiers anglais d'exporter des livres-sterling malgré le risque du change, pour employer aux Etats-Unis leurs disponibilités.

C'est pour une raison analogue que l'emprunt

autrichien, garanti par la signature de toutes les puissances, n'a trouvé preneur qu'à un taux équivalent à 8 %.

En France, le Gouvernement a émis en octobre 1923 des bons du Trésor au taux nominal de 6 % avec des conditions telles que l'intérêt se trouve porté au taux effectif de 6 1/2 à 7 %.

Les faits ont donc démontré l'inexactitude de ces critiques dirigées contre le Gouvernement actuel.

CHAPITRE IX

Politique bancaire et monétaire.

La récente crise bancaire Italienne est la troisième qui a eu lieu depuis son unité ; les deux précédentes se sont produites en 1866 et en 1893-94.

Le nouveau Gouvernement a estimé que la crise s'est développée à la faveur de conditions exceptionnelles d'incertitude et de faiblesse. Les anciens gouvernants, alors qu'ils délaissaient la Banque Italienne d'Escompte vinrent largement en aide à la Banque de Rome, mais ne se décidèrent jamais à pourvoir à sa réorganisation. Le Gouvernement actuel a immédiatement compris que l'état de désordre dans lequel se trouvait la Banque de Rome, outre les pertes financières qu'il entraînerait, aurait une grave répercussion la vie économique, beaucoup plus grave que les

sacrifices que nécessitait sa réorganisation totale. Celle-ci a eu lieu par suite des mesures prises en septembre 1923.

Peu après le Gouvernement a séparé définitivement la liquidation de la Banque Italienne d'Escompte de la gestion de la Banque Nationale de Crédit et donné à cet Institut une liberté complète de fonctionnement pour lui permettre de développer son action, en supprimant les liens et les entraves qui existaient antérieurement.

Désormais on peut affirmer que la situation bancaire en Italie est redevenue normale, sans ingérence politiques, favorisant ainsi le développement de l'économie privée de la nation.

Le Gouvernement fasciste, sans troubler le crédit public, a pu effectuer la démobilisation bancaire ; il a rétabli le mécanisme usé du crédit et l'a adapté aux nécessités réelles de l'économie Italienne ; celle-ci semble avoir dépassé le point le plus bas de la dépression et s'être acheminée vers la période d'ascension.

Ainsi, les banques alimentées par un nouveau et croissant afflux d'épargne qu'offre la refleurissante économie privée reprendront leur fonction normale de crédit et agiront de manière à ce que les moyens soient proportionnels aux besoins et les prix proportionnels au rendement.

En ce qui concerne la politique monétaire de

Stéfani a suivi une politique de stabilisation et s'est explicitement refusé à faire une politique d'évaluation artificielle quand dans un de ses discours de Milan en 1923 il a parlé de stabilisation relative de la lire c'est-à-dire d'une stabilisation naturelle et non imposée, car on ne peut enchaîner des rapports de valeur.

L'inflation est préjudiciable aux rentiers et engendre de grands troubles dans la distribution des revenus. Toutefois la déflation artificielle entraîne pour l'équilibre économique des troubles aussi redoutables.

La théorie déflationniste estime qu'en réduisant les moyens de paiement on abaisse le niveau intérieur des prix et que celui-ci produit à son tour une amélioration des changes.

Il serait peut-être plus correct d'affirmer que les fluctuations des changes ont une répercussion sur le niveau intérieur des prix.

Arrêter l'inflation et équilibrer le budget de l'Etat, rétablir l'ordre et la discipline dans la nation, redonner au pays les conditions de sécurité économique, telles sont les voies d'une politique économique et financière qui aboutissent à la stabilisation des changes et par conséquent des prix.

Lorsque la confiance est rétablie et que la production reprend son cours normal, le volume de la circulation devra diminuer et la déflation se produira

graduellement et naturellement sans secousses sur l'organisme économique.

Une déflation voulue trouble gravement, comme l'inflation, la distribution des revenus et nuit temporairement à la production et à la stabilité sociale. La déflation rend très lourd le poids de la dette intérieure et si on ne peut nier qu'elle avantage ceux qui sont lésés par l'inflation, c'est-à-dire les rentiers, d'un autre côté elle procure une plus-value aux détenteurs de titres acquis en temps de plus grande dépréciation.

Ce serait cependant une grave erreur que de stabiliser légalement la lire à 25 centimes, selon les propositions de Cassel, parce que comme l'a bien noté Pantaleoni, outre sa valeur réelle ou de marché, elle a aussi parmi ses coefficients la confiance de ceux qui espèrent que la valeur de la lire montera. Il est évident qu'en supprimant l'espoir de la hausse de la lire on détruit un des facteurs qui déterminent sa position actuelle d'équilibre.

En somme l'inflation est une cause de pertes, mais la déflation artificielle entraîne une grave perturbation.

En excluant une stabilité légale qui éliminerait un des facteurs d'équilibre de la lire, il ne reste que la stabilisation naturelle que le Gouvernement actuel poursuit grâce à la restauration de l'ordre public et à l'application rigide de la loi en cas de manquement à l'exécution des contrats.

Ces mesures sont les conditions essentielles de la production ; en y joignant l'arrêt de l'inflation et le rétablissement financier on obtient la stabilité de l'édifice économique et social. Toutefois en poursuivant une politique de stabilisation le Gouvernement actuel choisit avec prudence les périodes de hausse économique pour limiter les réductions de la circulation. En effet l'examen du cours de la circulation de 1923 en comparaison de celui des deux années précédentes permet de constater l'effort accompli pour stabiliser la quantité de la monnaie et la diminuer légèrement, suivant les conditions de la situation économique et sans trouble artificiel de l'équilibre.

CHAPITRE X

Symptômes d'amélioration en matière de crédit et de finance.

Les symptômes d'amélioration sont fournis :

- 1° Par le budget de l'Etat ;
- 2° Par la situation de la dette publique et du Trésor ;
- 3° Par la situation bancaire ;
- 4° Par le rendement des impôts ;
- 5° Par le cours des titres d'Etat ;
- 6° Par l'épargne.

PARAGRAPHE I

Budget de l'Etat.

Le Ministre de Stefani dans l'exposé financier fait à Milan, le 13 mai 1923, a examiné la situation du budget de l'Etat.

Voici la série des déficits depuis 1913-14 :

Année	Recettes	Dépenses	Déficit
1913-14	2.537.7	2.687.7	164.9
1914-15	2.559.9	5.395.4	2.835.0
1915-16	3.733.7	10.625.2	6.891.5
1916-17	5.345.1	17.595.3	12.250.2
1917-18	7.032.8	25.298.8	17.766.0
1918-19	9.675.8	32.451.6	22.775.7
1919-20	15.207.5	23.093.4	7.885.9
1920-21	18.829.1	36.229.1	17.409.0
1921-22	19.700.6	35.561.1	15.760.5
1922-23	18.803.5	21.832.4	3.028.8
1923-24	18.181.5	15.565.5	2.616.0
1924-25	?	?	700

Pour l'exercice 1924-25 le Ministre a prévu un déficit de 700 millions. Naturellement cette prévision présente l'incertitude attachée à toutes les prévisions des phénomènes sociaux.

Les résultats de la situation financière à partir de l'exercice 1922-23, sous le Ministre de Stefani, sont beaucoup meilleurs que ceux des exercices précédents.

L'exercice 1922-23 marque le premier grand pas vers l'équilibre.

Sans l'avènement du Gouvernement fasciste qui a pris le pouvoir avec la ferme résolution d'équilibrer le budget de l'Etat, ce serait très probablement encore l'ère du déficit chronique et par suite de l'endettement continu.

PARAGRAPHE II

Situation de la Dette Publique et du Trésor.*A) Situation de la Dette Publique.*

Selon les derniers chiffres publiés, la Dette publique intérieure s'élevait le 31 décembre 1923 à 95 milliards 300 et la Dette extérieure à 22 milliards 395.

Examinons la situation de la Dette publique du 30 juin 1914 au 31 décembre 1923 :

DATE	Dette publique intérieure	Dette publique extérieure
	milliards	milliards
30 juin 1914	15.766	—
— 1915	18.695	—
— 1916	23.857	—
— 1917	33.694	5.303
— 1918	48.402	11.471
— 1919	60.213	19.206
— 1920	74.496	20.858
— 1921	86.380	20.858
— 1922	92.748	21.615
— 1923	95.544	22.187
31 décem. 1923	95.300	22.395

La Dette publique a augmenté durant la guerre selon un rythme accéléré jusqu'en 1922.

A partir de cette époque le rythme s'est ralenti et ira évidemment en diminuant à mesure que l'on s'acheminera vers l'équilibre du budget. En 1914-15, avec une Dette publique de 15 milliards 766, le service des intérêts annuels a été de 568 millions correspondant à un taux effectif de 3,60 % ; en 1923 la Dette intérieure s'élevait à 95 milliards 544 donc 6 fois plus élevé ; le service des intérêts a atteint le chiffre de 5 milliards 234, somme environ 9 fois plus grande que durant l'exercice 1913-14 et représentant un taux effectif de 5,47 %.

Le poids des intérêts est inférieur à celui de 1914-15 si l'on considère, comme il est juste, la dépréciation de la monnaie.

La Dette extérieure qui n'existait pas avant la guerre a été contractée en 1917 et a augmenté jusqu'en 1919-20, époque à laquelle elle s'est à peu près stabilisée.

Dans l'ensemble la Dette publique italienne à la date du 31 décembre 1923 se trouvait diminuée de 36 millions par rapport à la fin du précédent exercice. En examinant la situation de la Dette publique il est bon de noter que les bons du Trésor ordinaires dont le chiffre s'élevait à 24 milliards 943 en juin 1923 n'était plus que de 24 milliards 134 le 31 décembre de la même année tandis que le montant des bons à

plusieurs années passait de 10 milliards 763 à 11 milliards 763.

Ainsi le Gouvernement fasciste a contenu le plus possible dans les limites les plus restreintes l'endettement le plus dangereux, celui à très brève échéance. Il s'est efforcé en premier lieu de convertir une partie des bons ordinaires en bons à plusieurs années qu'il espère au moment opportun transformer en consolidé.

Ces mesures dénotent une saine politique du Trésor.

B) Situation du Trésor.

On a constaté plus haut que le bilan de l'exercice 1922-23 géré pendant huit mois par le Gouvernement fasciste s'est clos avec un déficit effectif de 3 milliards 029, c'est-à-dire avec une amélioration de près d'un milliard par rapport aux prévisions faites en juillet 1922 par le Ministre du Trésor d'alors.

En examinant maintenant le bilan de la caisse qui donne des indications précises sur les recouvrements et les paiements effectués durant l'exercice, on est en présence de résultats encore plus réconfortants.

En 1922-23 les encaissements provenant des recettes effectives s'élevèrent à 16 milliards 436 et les paiements à 18 milliards 639 ; on eut donc un déficit de 2 milliards 203 qui est de beaucoup inférieur à

celui de l'exercice précédent, comme le démontrent les chiffres suivants :

Exercice	Total des recettes effectives	Total des paiements	Pourcentage de la couverture des paiements par les recettes	Déficit
	milliards	milliards		milliards
1914-15 ..	2.340	4.812	49	2.472
1915-16 ..	2.894	9.937	29	7.472
1916-17 ..	3.701	17.389	21	13.688
1917-18 ..	4.971	26.108	19	21.137
1918-19 ..	5.921	25.846	23	19.925
1919-20 ..	8.649	20.515	42	11.866
1920-21 ..	11.281	23.946	47	12.665
1921-22 ..	14.233	25.428	70	6.195
1922-23 ..	16.436	18.639	88	2.203
1923-24 ..	7.909	7.741	102.2	—

(31 déc. 1923)

Ces chiffres dénotent la pénible ascension du budget Italien durant ces dernières années. Le Gouvernement actuel en a accéléré la marche, en 1920-21 la partie des paiements couverte par les encaisses n'était que de 47 %. En 1922-23 il y a déjà 88 % des paiements couverts par les entrées et dans le courant de

l'exercice 1923-24 on constate la première avance des entrées sur les paiements.

Quelle était la situation du bilan du Trésor le 31 décembre 1923 ?

Au début de l'année financière 1923-24 les prévisions étaient les suivantes :

Recettes	Dépenses	Avance+ Déficit—
—	—	—
milliards	milliards	milliards
Ordinaires :	14.332	12.492 +1.840
Extraordinaires :	1.233	5.689 —4.456
	15.565	18.181 —2.616

Par suite des variations survenues durant le semestre, les chiffres prévus se sont trouvés modifiés et sont devenus les suivants :

Recettes	Dépenses	Avance+ Déficit—
—	—	—
milliards	milliards	milliards
Ordinaires :	14.379	12.567 +1.812
Extraordinaires :	1.285	6.157 —4.872
Gestion du trafic		
maritime :	1.184	1.184 —
	16.648	19.908 —3.060

En ce qui concerne les recettes et les dépenses pour le semestre juillet-décembre 1923, le compte rendu ministériel donne les chiffres suivants :

Prévisions relatives au semestre	Recettes ou dépenses recouvrées	Différence (Amélioration +)
— milliards	— milliards	— milliards
Recettes : 7.832	8.564	+732
Dépenses : 9.362	8.771	+591
—1.362	—207	+1.323

Donc l'amélioration totale en ce qui concerne les recettes et les dépenses a été de 1 milliard 323.

Les chiffres suivants indiquent comment cette amélioration se vérifie :

Prévisions	Recouvrements	Amélioration +
—	—	Diminution —
— milliards	— milliards	—
Recettes ordinaires : 7.189	8.186	+997
— extraord. : 632	388	—254
7.831	8.574	+743
Dépenses ordinaires : 6.283	5.809	+474
— extraord. : 3.078	2.962	+117
9.361	8.771	+591

Voci comment on a obtenu une amélioration de 987 millions dans les recettes effectives ordinaires :

	Prévisions	Recou- virements	Amél.+ Dimin.—
	—	—	—
	milliards	milliards	
Impôts Directs :	1.894	2.394	+500
Impôts sur l'échange de la richesse :	1.189	1.269	+ 80
Impôts industriels sur les consommations :	1.238	1.305	+ 67
Monopoles Industriels :	1.547	1.538	— 9
Lots et Postes et Télégraphes :	510	590	+ 80
Recettes effectives de moindre importance :	811	1.080	+269
	7.189	8.186	+987

La partie ordinaire du bilan vu le grand excédent des recettes effectives ordinaires sur les dépenses de même nature donne la remarquable avance de 2 milliards 377. De ce premier examen il résulte donc que le déficit effectif total du semestre juillet-décembre 1923 se limite à environ 207 millions.

Du 1^{er} juillet au 31 décembre 1923 le Trésor a contracté 2 milliards 072 de nouvelles dettes et en a éteint 1 milliard 585 ; il s'est en outre acquitté de sa

lourde dette de 761 millions envers la Sübahn, Société de chemin de fer devenue aujourd'hui la Société Danube - Save - Adriatique.

L'endettement du Trésor s'est donc accru de 517 millions en six mois, mais dans la même période le fonds de la caisse s'est augmenté de 612 millions ; de sorte que la situation patrimoniale de l'Etat, pour la première fois depuis le début de la guerre, présente une amélioration effective de 95 millions, qui s'élève à 856 quand on tient compte de la dette éteinte envers la Südbahn.

Le fonds de la caisse qui était de 4 milliards 579.6 le 30 juin 1923, s'élevait le 31 décembre 1923 à 5 milliards 191.9.

PARAGRAPHE III

Situation bancaire.

La situation bancaire s'est beaucoup améliorée depuis l'avènement du Gouvernement fasciste. Elle reflète l'amélioration de la situation financière du pays.

Les comptes rendus des principales banques ordinaires (Banque Commerciale, Crédit Italien, Banque

de Rome) permettent de constater une augmentation des dépôts ; une grande prudence domine leur activité.

Un indice de l'amélioration des établissements d'émission est fourni par l'examen des anticipations ; on constate à ce sujet une grande diminution. Les anticipations à la fin de décembre 1923 s'élevaient approximativement à 3 milliards alors qu'en décembre 1921 elles étaient d'environ 5 milliards.

Ceci dénote une absorption de titres par les particuliers et une liquidation d'immobilisations de la parts des Instituts d'émission.

Le montant des dépôts était de 1 milliard comme à la fin de 1923 alors qu'en décembre 1921 il était d'environ 931 millions.

Les dépôts en banque se sont toujours maintenus à 2 milliards malgré la crise récente qui a atteint la Banque de Rome.

PARAGRAPHE IV

**Rendement des Impôts
et Cours des titres d'Etat.**

Le rendement des impôts est actuellement satisfaisant.

Le Gouvernement veille à ce que les impôts qui pèsent déjà lourdement sur le pays, ne paralysent pas le libre développement de la vie économique. C'est pourquoi son action tend à transformer graduellement les impôts extraordinaires du temps de guerre en impôts à caractère permanent.

Il poursuit à cette fin d'une manière intense son œuvre de liquidation en matière d'impôts extraordinaires ; celle-ci en est presque à sa phase finale en ce qui concerne les bénéfices de guerre et elle va toujours en s'accroissant davantage au sujet de l'impôt sur le patrimoine.

Le Gouvernement accroît de pair le rendement d'un autre impôt : la taxe sur les échanges que l'on réorganise ; son rendement mensuel moyen est de 50 millions, alors que les prévisions pour le total de l'exercice en cours sont de 438 millions.

Les entrées d'impôts ont présenté durant le pre-

mier semestre de l'exercice 1923-24 un accroissement d'environ 314 millions par rapport à la même période de l'exercice écoulé, avec un rendement de 6 milliards 700 millions environ.

La prévision théorique pour l'exercice entier 1923-24 était de 12 milliards 118 ; on a donc obtenu un rendement supérieur d'environ 600 millions aux chiffres prévus.

Les cours des titres d'Etat ont visiblement augmenté ; l'indice général Bachi qui donne le prix moyen d'une lire de revenu net, de 18,32 qu'il était en novembre 1923 est monté à 18,50 en décembre de la même année et à 19,23 en janvier 1924 ; progrès très notable pour ce groupe de valeurs à l'égard desquelles les déplacements ne sont pas aussi amples que pour les titres à revenu variable.

PARAGRAPHE V

L'Épargne Nationale.

Un autre indice qui reflète les conditions économiques et financières du pays est donné par la marche de l'épargne.

Le total des dépôts à épargne et en comptes-courants qui était de 7 milliards 595.4 le 30 juin 1914 a

atteint, le 30 juin 1922, 28 milliards 316.2 et le 30 juin 1923 32 milliards 333.9.

L'épargne, le 30 juin 1923, marque une notable augmentation sur l'épargne d'avant-guerre ; cette augmentation est de 1 milliard 952.3 équivalant à environ 1/2 milliard de lires-or.

Le total des comptes-correspondants des Banques au capital de 1 million et au-dessus, qui, selon les calculs de Mazzuchelli, atteignait le 31 décembre 1913 1 milliard 053.2 s'est élevé à la même date en 1918 à 6 milliards 308.1 et en décembre 1922 à 14 milliards 746.1.

Le total général de l'Epargne Italienne sous forme de dépôts, comptes-courants, rentes, etc... qui, le 31 décembre 1922 était estimé à 50 milliards, aurait atteint le 30 juin 1923 la somme de 54 milliards.

L'augmentation est continue, les dépôts en banque ne tendent pas à diminuer, alors qu'il y a accroissement continu des dépôts auprès des Caisses d'Epargne postales, des Caisses ordinaires d'Epargne et du Mont-de-Piété. L'ensemble de ce groupe d'épargne qui atteignait le 30 juin 1923 19 milliards 695.4 s'élevait en décembre 1923 à 20 milliards 088.4.

Beaucoup d'épargnes sont en outre thésaurisées en papier-monnaie auprès des mêmes épargnants (6 à 8 milliards selon Pantaleoni).

D'autres épargnes sont employées en bons du Trésor, titre préféré des épargnants, tant que l'Etat

aura besoin d'y recourir pour les nécessités de sa Caisse.

Mazzuchelli a estimé à 12 milliards en 1922, la quantité d'épargne qui se forme annuellement en Italie et qui se trouve investie en titres d'Etat, valeurs diverses, différentes formes de dépôts, maisons, usines, améliorations agricoles ou sous autre forme quelconque.

CHAPITRE XI

Entrées et dépenses de 1914-15 à 1922-23.

Pour avoir une idée de l'effort financier de l'Italie durant la guerre mondiale, il est bon de consulter le tableau suivant qui énumère les entrées dans la période comprise entre 1914-1915 et 1922-23 :

ENTREES (en millions de liras).

	1914-15	1915-16	1916-17	1917-18	1918-19	1919-20	1920-21	1921-22	1922-23
Entrées ordinaires.	2.426	3.532	5.113	6.709	7.468	12.628	16.749	15.750	15.973
Entrées extraordinaires (à l'exclusion des emprunts) . .	304	331	390	988	2.446	2.885	2.539	4.692	3.583
Emprunts intérieurs.	1.087	3.864	4.866	7.286	2.473	17.892	2.664	1.628	3.435
Bons du trésor ordinaires	21	384	3.506	3.521	7.242	5.975	10.698	5.640	582
Anticipations des banques d'émission et circulation d'Etat .	1.881	914	1.464	3.841	1.957	2.324	1.602	676	446
Emprunts extérieurs.	»	2.179	3.124	6.168	7.735	1.060	592	757	572
Entrées totales . .	5.179	11.204	18.463	28.513	29.321	30.814	31.640	29.143	23.428

Pour toute la période envisagée les entrées ont atteint le chiffre de 207 milliards 663.

Le tableau suivant énumère le montant des diverses entrées de 1914 à 1923 :

ENTRÉES TOTALES (1914-1923).

	En millions de livres	Pourcentage
Entrées ordinaires.....	86.348	41.7
— extraordinaires....	18.515	8.9
Emprunts Intérieurs.....	45.195	21.7
Bons du Trésor ordinaires .	25.186	12.1
Anticipations bancaires et circulation d'Etat.....	10.192	4.9
Emprunts extérieurs	22.187	10.7
Total	207.663	100.0

L'Effort accompli est vraiment notable si l'on considère que plus de la moitié des ressources est due aux entrées ordinaires et extraordinaires.

Voici ci-après le tableau des dépenses.

DÉPENSES (en millions de lires)

	1914-15	1915-16	1916-17	1917-18	1918-19	1919-20	1920-21	1921-22	1922-23
Poids de la dette publique	568	735	1.148	1.684	2.624	3.974	4.105	4.851	5.234
Dépenses militaires .	3.293	8.177	14.129	19.083	23.956	8.493	10.202	6.771	4.001
Dépenses civiles . .	1.967	3.638	6.354	5.611	6.539	14.325	22.064	24.570	13.813
Pensions de guerre .	»	»	30	154	218	1.090	1.122	1.407	1.422
Dépenses totales .	5.828	12.550	21.661	26.532	33.337	27.882	37.493	37.399	24.470

Les dépenses totales ont atteint leur maximum durant l'exercice 1921-22.

La première réduction notable des dépenses s'est produite en 1922-23. Le poids de la Dette publique est en continuel accroissement ; durant l'exercice 1922-23 il y a cependant une augmentation inférieure à celle de l'année précédente ; grâce à la saine politique du Trésor inaugurée par le Gouvernement fasciste, cet accroissement ira probablement en s'atténuant encore davantage.

Le tableau suivant énumère le montant des diverses dépenses de 1914 à 1923 :

	Millions	Pourcentage
Dépenses militaires	98.105	43.1
Dette publique	24.923	11.0
Services civils	98.881	43.5
Pensions de guerre	5.443	2.4
Total	227.340	100.0

Le total des dépenses dont le montant s'élève de 1914 à 1923 à 227 milliards 340 et le total des res-

sources dans la même période qui est de 207 milliards 663 indiquent le grand effort accompli par l'Italie au point de vue financier durant ces dernières années, principalement à cause de la guerre.

CHAPITRE XII

La lire et le change.

Les années 1919 à 1922 représentent une période de grande agitation pour la lire ; la politique Intérieure de l'Italie a traversé alors de graves crises : les grèves et les troubles qui se succédaient portaient à croire à une chute du régime social existant ; les mesures agressives contre le capital s'ajoutaient à l'insécurité générale ; le déficit du bilan augmentait ; la circulation s'accroissant occasionnait de graves perturbations dans les prix et la distribution des revenus.

En calculant le change de la lire par rapport à l'or on obtenait les résultats suivants :

Date	Valeur or
Fin 1913	L. 1
— 1915	L. 0,78
— 1918	L. 0,82
— 1919	L. 0,39
— 1920	L. 0,18
— 1921	L. 0,22
— 1922	L. 0,26
30 juin 1922	L. 0,24
30 sept. 1922	L. 0,24
31 oct. 1922	L. 0,23
30 déc. 1923	L. 0,23

Ces dates montrent bien les mouvements de la lire de 1913 à 1923, époque à laquelle elle paraît se stabiliser.

La stabilité se manifeste également pour les prix de gros, de détail et pour le coût de la vie. Cette amélioration est accompagnée d'une amélioration des cours des titres d'Etat.

La stabilité de la lire par rapport aux valeurs plus appréciées et son indépendance du mouvement de baisse du franc sont la preuve que le Gouvernement actuel pratique une politique financière qui lui vaut la confiance d'Etats étrangers dont la situation économique et financière est supérieure à celle de l'Italie.

Si l'on veut examiner la chute du franc, il convient de la comparer au dollar qui est resté depuis 1914 le seul type de monnaie internationale.

Au début de la guerre le franc français faisait prime sur le dollar, 3 %, sur la livre sterling, 2 %, sur le franc suisse, 5 %. Cette stabilité était due au fait de la situation créditrice de la France ; les avoir rentrèrent et les Etats-Unis de même que les autres Etats furent contraints d'expédier de grosses quantités d'or en France. En 1915 commence la dépréciation, celle-ci s'accroît un peu en 1916.

Le prix moyen du dollar a été de 5,56 en 1915 et de 5,88 en 1916. La France peut soutenir son change grâce aux exportations d'or, à la vente de titres étrangers, aux emprunts extérieurs émis à Londres et à New-York et à la participation de l'étranger aux emprunts intérieurs français. L'aide financière de l'Angleterre à la France lui épargne une notable dépréciation de sa monnaie.

Avec l'entrée en guerre des Etats-Unis (avril 1917) s'ouvre la phase de solidarité financière interalliée qui a duré jusqu'en Mars 1919. La dépréciation s'est atténuée atteignant la moyenne de 5,75 en 1917 et de 5,61 en 1918.

Ensuite la dépréciation augmente atteignant la moyenne de 7,28 en 1919, de 14,42 en 1920. Le franc remonte légèrement en 1921 : 13,49 et en 1922 : 12,33

pour retomber de nouveau fin 1922 : 15,74 et fin 1923 : 20,47.

L'opinion française s'émute ; le Gouvernement prit alors des mesures de circonstances telles que le contrôle des devises, la fermeture des bourses et en outre des mesures salutaires pour augmenter les ressources et réaliser des économies, car le mal essentiel résidait dans le bilan français.

En 1914 le franc présentait un léger avantage sur la lire. Cette prime du franc sur la lire augmente en 1915 et cette augmentation s'accroît encore en 1916, 1917 et 1918 ; elle atteint le maximum en 1921 (moyenne 57,14).

Puis vint une période de stabilité. A partir de novembre 1922 la lire reste ferme et le franc français descend jusqu'à rejoindre la parité le 14 janvier 1924. Dès ce jour la lire a commencé de faire prime sur le franc, le 6 mars 1924 100 francs valaient 94 L. 60.

L'actuelle indépendance du cours de la lire des mouvements des autres changes européens démontre que l'étranger a confiance dans les finances et l'économie Italienne.

A cette occasion les circonstances ont démontré que l'estimation de la valeur d'un Etat dépend de l'ordre social et des conditions financières.

Le Gouvernement fasciste s'est efforcé de réaliser ces conditions ; les sacrifices accomplis par le peuple

Italien et la reprise du travail ordonné et fécond ont exercé une influence favorable.

L'expérience française démontre que sa crise du change n'est pas due à un déséquilibre commercial proprement dit, puisque depuis deux ans le mouvement commercial français se clôture avec une différence relativement petite ; ni à la circulation du papier-monnaie oscillant de 36 à 40 milliards ; certes ces facteurs influent dans une certaine mesure sur les oscillations du change mais les pures causes monétaires ou commerciales de spéculation influent moins que les faits déterminés par les conditions de sécurité économique et par la politique financière et du Trésor.

Ceux-ci sont des causes d'action plus lente et durable.

La monnaie peut encore être dépréciée par la pression des dettes d'Etat à brève échéance, par la probabilité de prochaines augmentations de la circulation et par la continuité des déficits.

L'unité du bilan a permis à l'Italie de poursuivre une politique qui a pesé certes lourdement sur les citoyens mais qui a évité de graves désillusions.

D'autres circonstances ont en outre influé sur le relèvement de la lire ; les principales sont les suivantes :

a) La substitution graduelle des impôts ordinaires aux impôts extraordinaires aussi bien sur le

terrain des impôts directs que sur celui des taxes sur les échanges.

b) La délibération du Conseil des Ministres déclarant que l'Etat ne contracterait pas d'emprunt à l'étranger.

A cette délibération il faut ajouter la ferme volonté du Ministre des Finances de n'autoriser ni les organismes d'Etat, ni les organismes locaux à contracter de semblables emprunts sauf dans des cas limitativement déterminés.

c) La revision des reliquats passifs qui n'étaient en somme qu'un fantôme de comptabilité sans aucune importance mais qui au début préoccupaient à juste titre le monde des affaires sur la consistance réelle de la dette.

d) Le système adopté pour le redressement des dommages de guerre avec les obligations des Vénéties, système qui a permis un endettement à longue échéance.

e) Il ne faut pas oublier en dernier lieu la démobilisation bancaire effectuée sans secousses excessives mais d'une manière suffisamment décisive pour permettre d'éclaircir la situation de la Banque d'Escompte, de la Banque Nationale de Crédit et de la Banque de Rome.

Comme on le voit l'actuelle stabilité de la lire

n'est pas le fruit du hasard mais d'une action vigoureuse inaugurée avec la marche sur Rome.

Pour si prospère que soit la situation il ne faut pas que la voie de la restauration soit interrompue. Tout relâchement de la rigidité des critères financiers pourrait placer l'Italie en face de problèmes désormais difficiles à résoudre.

Le Bilan Italien ramené à une rigide unité doit être toujours défendu par le contrôle qu'exerce le Ministre des Finances sur tous les autres Ministères ; car s'il est vrai que l'unité du bilan et le sacrifice du contribuable ont contribué au relèvement financier, il est encore vrai que ayant atteint la capacité contributive maxima, l'Etat doit s'imposer de rigides économies et abandonner d'une manière absolue la politique financière consistant à couper l'arbre pour avoir les fruits.

Le Gouvernement fasciste a donc appliqué le système respectant l'unité du bilan et a réalisé conséquemment la stabilisation de la monnaie Italienne.

CONCLUSION

La politique financière du Gouvernement fasciste démontre comment aux propositions simples, concrètes, fortifiées par une volonté précise de mise en action, correspond l'exécution.

Le problème fiscal défini comme problème de vérification, de simplicité, de généralité et d'économie est résolu sur ces principes.

En matière d'impôts directs, il a été trouvé de nouvelles sources de revenus. On a pris des mesures efficaces pour réprimer les évasions; on en a pris d'autres dans le but d'augmenter la production nationale (abolition de l'obligation de la nominativité des titres, exemption d'impôts pour les emprunts contractés à l'étranger) et graduellement on élimine les impôts extraordinaires. Le Gouvernement désire placer les impôts directs sur une plateforme d'une grande simplicité de lignes qui s'appuie sur une taxation réelle des revenus dérivant des terrains, des immeubles, avec l'appoint d'un impôt progressif sur le revenu total du contribuable.

En attendant, les surtaxes ont été arrêtées, c'est-à-dire qu'il a été décidé qu'à partir du 1^{er} janvier 1923 les surtaxes sur les terrains et les immeubles dépassant la limite normale, ne pourront plus être perçues par les communes et par les provinces dans une mesure supérieure à celle qui a été appliquée en 1922.

La politique libre-échangiste du Ministre des Finances de Stefani s'est manifestée par la revision des tarifs et au moyen d'accords commerciaux. Il a ainsi facilité aux agriculteurs l'acquisition d'engrais dans de meilleures conditions et il a dégrevé la consommation d'une partie de cet impôt invisible qu'elle paye aux producteurs nationaux.

Les effets se montrent lentement. Etant donné les conditions actuelles de l'économie nationale, le Ministre ne pouvait étendre largement son œuvre libre-échangiste sans porter de graves perturbations à l'organisme économique non encore rétabli.

En matière de taxes sur les transactions et d'impôts indirects, le Gouvernement actuel a apporté des modifications et des simplifications importantes.

Pour les monopoles la mesure la plus notable a été celle relative à l'abolition du monopole de vente des allumettes, remplacé par un impôt de production.

La politique d'économie a donné des résultats appréciables, les dépenses militaires ont été rassemblées et ordonnées ; on a procédé à la revision générale des dépenses, aboli les recettes ayant une desti-

nation spéciale et placé au Ministère des Finances le contrôle direct des mesures d'exécution fiscale.

Pour aboutir à un sévère contrôle financier, le Gouvernement a décidé de mettre les bureaux de comptabilité sous la dépendance du Ministre des Finances afin que la gestion financière se déroule suivant une règle uniforme et que, dans l'évaluation des nécessités des services, on tienne strictement compte des délimitations marquées par les prévisions de dépenses qui leur sont relatives.

Parmi les différentes mesures prises il convient de rappeler la fusion des rôles, la décision permettant que les mandats de paiement puissent être payés aussi en dehors de la province où résident les Administrations qui les émettent, moyennant l'expédition que la Trésorerie locale fera à la Trésorerie chargée de pourvoir aux paiements ; on réalise ainsi une notable épargne de travail comptable surtout à cause de l'économie sérieuse de bons du Trésor, qui, pendant et après la guerre, avaient pris un développement inquiétant.

Il est bon de rappeler encore l'amélioration apportée au compte récapitulatif du Trésor (publié maintenant ponctuellement) avec une plus intelligente répartition des comptes débiteur et créateur répartis en quelques catégories et au moyen de l'opposition des parties du compte débiteur aux parties du compte créateur qui lui sont relatives.

Le Gouvernement fasciste continue sans relâche l'œuvre entreprise, d'autres mesures sont en cours d'étude ou sur le point d'être prises, tendant ainsi à la réalisation d'une politique fiscale qui ne s'écarte pas de la voie tracée.

De cette exposition analytique de la situation financière de l'Italie depuis la reconstruction fasciste, l'observateur des phénomènes économico-sociaux peut se rendre compte que la vie Italienne à partir de novembre 1922 se différencie de celle des années précédentes. La caractéristique de cette dernière était son action démocratique-socialiste basée sur la mésestimation systématique de toutes les valeurs nationales.

L'Italie se trouvait au bord de l'abîme, c'est alors que le mouvement fasciste a triomphé.

Le cycle démocratique-socialiste Italien dont les premiers essais politiques concrets eurent lieu aux environs de 1898, s'est développé depuis 1900 (période giolittienne) et affirmé avec ses conséquences politiques, financières et économiques.

Ce cycle fut interrompu par la guerre mondiale dans laquelle les classes moyennes retrouvèrent leur esprit de lutte qui leur permit de vaincre les socialistes et les communistes.

La tentative de grève générale en Août 1922 a été le dernier épisode de la lutte qui amena la défaite des bolcheviks.

Puis vint la réaction fasciste qui à la suite de la marche sur Rome, porta au pouvoir une nouvelle classe politique qui renforça l'action du Pouvoir Central.

Actuellement le Pouvoir Central agit dans l'intérêt de la nation ; il a la confiance de la majorité du peuple qui travaille et produit.

L'œuvre de restauration politique, sociale, économique et financière qui s'accomplit actuellement en Italie rencontre sans doute des obstacles, suscite des oppositions, subit des échecs. On réduirait à l'extrême le mérite des hommes qui l'ont entreprise, en représentant comme accomplie une réforme dont les résultats commencent à peine d'apparaître. On reconnaîtra mieux la rare qualité de leur effort, en le mesurant à la profondeur du désastre auquel une mauvaise politique avait exposé l'Italie et que le fascisme a si heureusement conjuré.

Vu :

Le Président de la Thèse,

GERMAIN MARTIN.

Vu :

Le Doyen,

H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur

de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	7
CHAPITRE I	
Impôts directs	13
PARAGRAPHE I. — Taxation des revenus agraires. . .	13
PARAGRAPHE II. — Révision des évaluations cadastrales. .	17
PARAGRAPHE III. — Impôt sur le patrimoine	22
PARAGRAPHE IV. — Impôt sur les immeubles. . . .	30
PARAGRAPHE V. — Réforme du règlement sur le recou- vrement des impôts directs	31
CHAPITRE II	
Organisations locales	33
PARAGRAPHE I. — Taxes de consommation.	34
PARAGRAPHE II. — Les organisations locales et les emprunts à l'étranger	38
CHAPITRE III	
Abolition de l'impôt sur les successions dans le groupe familial	41
PARAGRAPHE I. — Raisons qui ont motivé cette aboli- tion.	41

	Pages
PARAGRAPHE II. — Caractère d'émagogique des anciennes dispositions fiscales sur les successions. . . .	46
PARAGRAPHE III. — Les doctrines modernes et l'impôt sur les successions	49
PARAGRAPHE IV. — Inconsistance de certaines théories créées pour justifier l'impôt sur les successions . .	54
PARAGRAPHE V. — Objection relative aux finances de l'Etat	56

CHAPITRE IV

Impôt sur la consommation du vin	59
--	----

CHAPITRE V

Mesures prises en matière douanière	67
---	----

CHAPITRE VI

Monopoles	71
---------------------	----

CHAPITRE VII

Politique d'économie	77
PARAGRAPHE I. — Généralités	77
PARAGRAPHE II. — Mesures prises pour éviter les excédents d'engagements de dépenses	80
PARAGRAPHE III. — Révision des sommes inscrites dans les reliquats des exercices précédents et situation mensuelle spéciale de la marche des dépenses	82
PARAGRAPHE IV. — Mesures relatives à la réduction du personnel et à la révision de sa situation	83
PARAGRAPHE V. — Prévisions pour l'exercice 1924-25 . .	85
PARAGRAPHE VI. — Mesures procurant une économie pour le trésor	86

CHAPITRE VIII

Politique du Trésor	93
-------------------------------	----

CHAPITRE IX

Politique bancaire et monétaire	99
---	----

CHAPITRE X

Symptômes d'amélioration en matière de crédit et de finance	105
PARAGRAPHE I. — Budget de l'Etat	106
PARAGRAPHE II. — Situation de la dette publique du Trésor	108
PARAGRAPHE III. — Situation bancaire	115
PARAGRAPHE IV. — Rendement des impôts et cours des titres d'Etat	117
PARAGRAPHE V. — L'épargne nationale	118

CHAPITRE XI

Entrées et dépenses de 1914-15 à 1922-23	121
--	-----

CHAPITRE XII

La lire et le change	127
Conclusion	135

